ASSEMBLÉE NATIONALE

CONSTITUTION DU 4 OCTOBRE 1958

2^e Législature

1^{re} SESSION ORDINAIRE DE 1965-1966

COMPTE RENDU INTEGRAL — 37^e SEANCE

2^e Séance du Mardi 26 Octobre 1965.

SOMMAIRE

1. — Loi de finances pour 1966 (deuxième partie). — Suite de la discussion d'un projet de loi (p. 4123).

Anciens combattants et victimes de guerre.

MM. Fossé, rapporteur spécial de la commission des finances, de l'économie générale et du plan; Béraud, rapporteur pour avis de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales; Sainteny, ministre des anciens combattants et victimes de guerre.

MM. de Tinguy, Durauffour, Tourné, Darchicourt, Bord, Schnebelen, Davoust, Cazenave, Ducoloné, Bignon, Beauguitte, Mile Diesch, MM. Chérasse, Berthouin, Christian Bonnet, Rabourdin.

Renvoi de la suite du débat.

2. — Ordre du jour (p. 4142).

PRESIDENCE DE M. PIERRE PASQUINI,

vice-président.

La séance est ouverte à seize heures.

M. le président. La séance est ouverte.

— 1 —

LOI DE FINANCES POUR 1966 (DEUXIEME PARTIE)

Suite de la discussion d'un projet de loi.

M. le président. L'ordre du jour appelle la suite de la discussion de la deuxième partie du projet de loi de finances pour 1966 (n° 1577, 1588).

Nous abordons l'examen des crédits du ministère des anciens combattants et victimes de guerre.

ANCIENS COMBATTANTS ET VICTIMES DE GUERRE

ETAT. B

Répartition des crédits applicables aux dépenses ordinaires des services civils (mesures nouvelles).

« Titre III : — 6.289.475 francs ;

« Titre IV : + 78.550.000 francs. »

*

Le débat a été organisé comme suit :

Gouvernement, 1 heure ;

Commissions, 30 minutes ;

Groupe de l'U. N. R.-U. D. T., 1 heure ;

Groupe socialiste, 20 minutes ;

Groupe du centre démocratique, 15 minutes ;

Groupe communiste, 15 minutes ;

Groupe du rassemblement démocratique, 10 minutes ;

Groupe des républicains indépendants, 5 minutes ;

Isolés, 5 minutes.

La parole est à M. Fossé, rapporteur spécial de la commission des finances, de l'économie générale et du plan. (Applaudissements sur les bancs de l'U. N. R.-U. D. T.)

M. Roger Fossé, rapporteur spécial. Mesdames, messieurs, depuis des années, l'examen des crédits du ministère des anciens combattants et victimes de guerre donne lieu à un débat difficile.

Certains d'entre nous estiment que l'effort financier consenti ne remédie pas suffisamment aux drames et aux préjudices causés par la guerre. De son côté, le Gouvernement démontre qu'il fait tout son devoir. Ces controverses sont infiniment regrettables. D'abord, parce que le sujet est pénible. Si au cours de la session budgétaire il devait y avoir un débat qui ne soit pas politique, c'est bien celui des anciens combattants et victimes de guerre ; ensuite, parce que ces controverses ont, à plusieurs reprises déjà, donné l'impression à l'opinion publique que la majorité n'était pas d'accord avec le Gouvernement, mais qu'à la faveur de la procédure du vote bloqué, c'était la majorité qui s'inclinait.

Il ne m'appartient pas, en ma qualité de rapporteur de la commission des finances, de trancher le point de savoir si nous nous trouvons devant deux positions opposées ou simplement devant un malentendu.

Mon rôle de rapporteur était d'abord d'exposer à la commission la signification de ce budget ; il est aujourd'hui d'expliquer à l'Assemblée les raisons qui ont motivé la décision de la commission des finances.

Celle-ci, vous le savez, a repoussé les mesures nouvelles du titre III. Elle l'a fait sur ma proposition, non parce que mon intention était de passionner ce débat, mais parce que nous nous trouvons devant un point de doctrine sur lequel il nous appartient de nous prononcer.

La commission a donc pris sa décision sans passion, en parfaite objectivité et son vote ne traduit pas autre chose qu'un choix entre deux politiques. Ce choix n'est pas l'écho d'une revendication; il constitue purement et simplement une prise de position sur un point de doctrine.

Pourquoi cette année? Parce que le budget qui nous est présenté nous y contraint. Vous savez tous que d'une année sur l'autre, les parties prenantes sont moins nombreuses. On peut dès lors estimer que les économies réalisées seront partiellement — j'insiste sur le mot partiellement — utilisées à améliorer la situation des plus défavorisés — j'insiste sur le mot défavorisés. On peut, au contraire, tirer les conséquences financières de cette conjoncture comptable en reversant intégralement les économies au Trésor et en opérant des réformes de structure allant vers la disparition progressive des organismes chargés de la gestion des crédits.

Le budget de cette année montre que c'est la seconde politique qui a été choisie et il était de mon devoir de l'exposer devant la commission d'abord, devant l'Assemblée ensuite.

J'ajoute que la lecture des chiffres globaux du fascicule budgétaire paraît contredire mon propos. Le montant des crédits pour 1966 s'élève, en effet, à 5.073 millions de francs environ, alors que l'an dernier il n'était que de 4.936 millions. Nous nous trouvons donc, malgré la diminution du nombre des parties prenantes, devant un budget en augmentation.

Certains rapporteurs, analysant leur budget, auront souligné ou souligneront que le pourcentage d'augmentation est inférieur à celui de la masse budgétaire globale. Cela est particulièrement vrai pour le budget du ministère des anciens combattants, puisque ce pourcentage n'est que de 2,8 p. 100 alors que la masse budgétaire globale s'accroît de 7 p. 100.

On peut considérer comme tout à fait normal, en raison de la diminution du nombre des parties prenantes, que le rythme d'augmentation de ce budget soit très modéré.

Mais l'important est de déterminer si l'augmentation correspond ou non au maintien, à défaut d'une amélioration, de la situation sociale des intéressés.

L'application du rapport constant aux pensions d'invalidité et à la partie indexée de la retraite du combattant se traduit par une augmentation d'environ 75 millions de francs. Il ne s'agit là, je le souligne, que de l'incidence de la hausse des rémunérations publiques, prévue pour 1966. Je vous rappelle, en ce qui concerne la retraite du combattant, que 280.000 personnes ne bénéficient pas de cette partie indexée et perçoivent la somme symbolique de 35 francs par an.

Je rappelle également, à propos des pensions, que le rapport constant est établi sur la base de l'indice 170 qui correspondait initialement à un emploi de la fonction publique, mais qui est devenu purement artificiel.

Ces deux remarques montrent que l'augmentation du budget n'est, en réalité, que la conséquence de la stricte application des dispositions législatives qui sont, depuis de nombreuses années, l'objet de requêtes et de multiples revendications.

A cette somme d'environ 75 millions, il faut ajouter une inscription de crédits supplémentaires de l'ordre de 4 millions qui résultent, pour l'essentiel, de l'harmonisation du code des pensions militaires d'invalidité et des victimes de guerre avec le code des pensions civiles et militaires.

Vous vous souvenez, en effet, que la loi du 26 décembre 1964 a modifié le code des pensions civiles et militaires sur deux points: le délai de prescription des arrérages des pensions de guerre a été porté de deux à quatre ans; les veuves de guerre remariées et redevenues veuves ou divorcées ou séparées de corps à leur profit ont reçu la possibilité de recouvrer leurs droits à pension sans condition d'âge ni de ressources.

Ces deux dispositions figureront désormais également dans le code des pensions militaires d'invalidité et des victimes de guerre.

Je précise que cette harmonisation des deux codes est toujours d'usage. La dépense supplémentaire qu'elle entraîne ne traduit donc qu'une mesure d'ordre. Le seul crédit correspondant à une mesure vraiment nouvelle et qui s'élève à 300.000 francs, résulte des dispositions de l'article 59 de la loi de finances qui nous est soumise, lesquelles prévoient la réduction de vingt-cinq à quinze ans de la durée minimale de mariage et de soins exigée pour prétendre à l'allocation spéciale accordée aux veuves des très grands invalides de guerre.

Si l'on additionne l'incidence financière du rapport constant et le coût des trois mesures que je viens d'exposer, on obtient un total de l'ordre de 79 millions de francs.

Comme je l'ai souligné au début de ce rapport, le problème est de savoir si cette augmentation est une véritable augmen-

tation ou si elle n'est pas compensée, et au-delà, par les économies réalisées en raison de la diminution du nombre des parties prenantes.

Or, comme vous avez pu le lire dans mon rapport écrit, le fascicule budgétaire qui nous fut présenté l'année dernière nous a enseigné que la diminution du nombre des parties prenantes allait entraîner, en 1965, une économie de près de 152 millions de francs en ce qui concerne les seules pensions d'invalidité.

Le fascicule budgétaire pour 1966 ne fait plus apparaître qu'une économie de 20.400.000 francs.

Un tel écart est inexplicable, car il est infiniment probable que le nombre des parties prenantes diminuera l'année prochaine dans une proportion au moins égale à celle de 1965. Cette anomalie ne permet donc pas à votre rapporteur de répondre à la question posée.

J'en viens aux économies qui figurent dans le fascicule budgétaire en mesures nouvelles.

Tout d'abord, une économie de 4.100.000 francs est réalisée grâce à la suppression prévue de 600 emplois à l'office national des anciens combattants, dont 300 à intervenir dès 1966. Un second abatement de crédits est opéré au titre de l'office national, puisque les dépenses d'aide sociale sont diminuées de 2 millions 500.000 francs.

Peut-être l'office national doit-il faire l'objet de certains aménagements, ses responsabilités étant de moins en moins étendues. Il n'empêche que la jonction de ces deux mesures aura sur les anciens combattants et singulièrement sur ceux de la guerre de 1914-1918 un retentissement psychologique profondément regrettable. Chacun d'entre nous sait que l'office national est, pour les anciens combattants, un peu leur maison. Il eût été préférable, en ce qui concerne les structures de cet organisme, de procéder d'une manière moins brutale!

Quant à la réduction des crédits d'aide sociale, elle est peut-être justifiée au point de vue comptable par la diminution du nombre des parties prenantes, mais elle l'est beaucoup moins au point de vue social. Cette somme de 2.500.000 francs aurait pu être utilisée pour améliorer la situation de ceux qui restent et qui sont les plus défavorisés.

J'ai fait allusion tout à l'heure aux revendications concernant le rapport constant et la retraite du combattant. Du fait de leur caractère général, aucune discrimination n'étant établie entre les situations de fortune, on peut considérer que ces revendications sont amplement justifiées pour certains, mais beaucoup moins pour d'autres.

En revanche, les crédits d'aide sociale de l'office vont aux plus nécessiteux. A défaut de pouvoir satisfaire les grandes revendications, il eût été juste et, disons le, de bonne politique de ne pas y toucher.

C'est cet ensemble de considérations qui a conduit votre rapporteur à proposer à la commission le rejet des mesures nouvelles figurant au titre III.

Vous trouverez dans mon rapport écrit les autres économies réalisées. Elles résultent de certaines suppressions d'emplois à l'institution nationale des invalides, de la fermeture du foyer de Kouba, des réformes de structure intervenant dans les offices africains à gestion commune et des activités prévisibles du service des transferts.

En résumé, ce budget, singulièrement cette année, s'inscrit dans une politique qui tend de plus en plus à intégrer le régime des anciens combattants dans le régime du droit social commun. C'est sur cette politique que la commission s'est prononcée en adoptant l'amendement que je lui ai proposé. Je vous demande de bien vouloir la suivre.

Je ne terminerai pas ce rapport sans vous féliciter, monsieur le ministre, des efforts que vous déployez afin que les anciens combattants gardent le sentiment de demeurer les grands citoyens de ce pays. Vous ne parviendrez cependant pas, malheureusement, en présentant un tel budget, à éviter de nouveaux sujets d'amertume. Je vous demande, sachant tout l'intérêt que vous portez à la responsabilité qui vous est confiée, de considérer que ce rapport ne vise pas à critiquer votre action, mais au contraire à vous apporter le soutien dont vous avez besoin.

Nous souhaitons, en effet, qu'au cours de ce débat un geste du Gouvernement — notamment sur les crédits d'aide sociale de l'office national — vienne atténuer la rigueur du budget qui nous est présenté, et peut-être même donner satisfaction à de justes et légitimes revendications. (Applaudissements sur les bancs de l'U. N. R. - U. D. T.)

M. le président. La parole est à M. Béraud, rapporteur pour avis de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales. (Applaudissements sur les bancs de l'U. N. R. - U. D. T.)

M. Marcel Béraud, rapporteur pour avis. Monsieur le président, monsieur le ministre, mes chers collègues, bien que les crédits du ministère des anciens combattants dépassent cette année cinq milliards de francs, leur augmentation par rapport à ceux de 1965 n'est que de 136 millions de francs, soit 2,8 p. 100.

Le titre III enregistre une diminution de près de 2 millions de francs par rapport à 1965. De nombreuses mesures d'économie ont été prises, tant en ce qui concerne le matériel, que le fonctionnement des services et le personnel, aussi bien à l'administration centrale qu'à l'Institut national des invalides et dans les services extérieurs.

Les subventions de fonctionnement accordées à l'office national des anciens combattants et victimes de guerre sont sérieusement réduites.

Le titre IV, qui concerne les interventions publiques et les services d'action sociale du ministère, enregistre une hausse de 136 millions de francs. L'augmentation principale tient au service des pensions d'invalidité et aux pensions des ayants cause. Il s'agit surtout de l'ajustement aux besoins réels des crédits inscrits pour le paiement des pensions d'invalidité.

Pour ce titre, les mesures nouvelles s'élèvent à 78 millions 500.000 francs; 550.000 francs sont inscrits au service des « fêtes nationales et cérémonies, commémoration de la bataille de Verdun et de la Somme ».

Des économies sont réalisées sur les dépenses de subvention aux offices à gestion commune dans les Etats africains. Ce sont les chancelleries de nos représentations diplomatiques qui se chargeront des dettes de la France à l'égard des combattants africains.

Des économies visent également les crédits des dépenses sociales de l'office.

Le problème du « rapport constant » a été soulevé à nouveau cette année. Le Conseil d'Etat, dans un arrêt en date du 28 mai 1965, a rejeté le pourvoi de l'Union française des anciens combattants et victimes de guerre.

Il faut cependant souligner que, si la base de départ du rapport constant soulève encore des contestations, celui-ci a été appliqué de façon automatique à la suite de la majoration du traitement de base des fonctionnaires. Le point d'indice a été majoré au 1^{er} avril dernier, passant de 6,49 à 6,62, et sera majoré de 2 p. 100 à compter du 1^{er} octobre, pour atteindre 6,75.

Pour 1966, l'augmentation sera vraisemblablement de 4 p. 100.

Chaque année, le Gouvernement s'efforce de poursuivre son œuvre en faveur des anciens combattants, en fonction des possibilités budgétaires.

Cette année, trois actions nouvelles, en matière d'interventions publiques, sont inscrites au budget. Elles font l'objet des articles 57, 58 et 59 de la loi de finances. L'ensemble de ces mesures se chiffre à près de 4 millions de francs.

Les deux premières mesures sont la conséquence de l'adoption des nouvelles dispositions du code des pensions civiles et militaires de retraite, sur lequel il est normal d'aligner le code des pensions d'invalidité, lorsqu'il est plus avantageux.

La première porte de deux à quatre ans le délai de prescription des arrérages dus aux pensionnés de guerre en cas de dépôt tardif des demandes.

La deuxième concerne les veuves remariées, redevenues veuves, divorcées ou séparées de corps, qui recouvrent désormais le droit à pension, sans condition d'âge et sans que soit exigé, en cas de divorce, un jugement au profit de la veuve remariée.

La troisième a pour objet de ramener de vingt-cinq à quinze ans la durée minimale de mariage et de soins pour prétendre à l'allocation spéciale des veuves de très grands invalides de guerre.

Mais ce sont surtout les problèmes posés par l'office national des anciens combattants qui sont à l'ordre du jour.

Je rappelle brièvement ses tâches et son action.

L'office a une vocation fondamentale, qui est d'assurer aux anciens combattants la place qui leur revient dans la nation.

Il assure la protection et le soutien matériel des pupilles de la nation.

Il organise la rééducation des mutilés de guerre. Les veuves de guerre, les ascendants de militaires morts pour la France et les anciens combattants peuvent également bénéficier d'une formation professionnelle.

Il procure à ses ressortissants, anciens combattants, pensionnés et victimes de guerre, le bénéfice de ses propres institutions, c'est-à-dire des secours et l'hébergement.

A cette action sociale s'ajoutent diverses tâches administratives qui lui ont été confiées progressivement, par exemple la délivrance de différentes cartes, notamment celles de combattant et de réfractaire.

Les ressortissants de l'office sont au nombre d'environ 5 millions, dont 3.500.000 anciens combattants titulaires de la carte et 1.500.000 autres ressortissants.

L'action de l'office en faveur des pupilles de la nation a été et est encore considérable. Elle mérite d'être retracée.

Depuis 1918, l'office a élevé plus de un million d'enfants.

Son action sociale, à cet égard, recouvre l'entretien et l'hébergement. Des subventions d'entretien sont accordées aux pupilles âgés de moins de quatorze ans, lorsque les ressources familiales sont insuffisantes, tandis que l'office ouvre ses établissements et ses foyers aux jeunes pupilles. Pour les études ou pour l'apprentissage, les pupilles reçoivent une aide complémentaire de celle qui est accordée par le ministère de l'éducation nationale. L'office y supplée même parfois, si le pupille n'en bénéficie pas.

Le contrôle médical, l'assistance aux familles des pupilles, l'envoi en vacances complètent le patronage des services départementaux. Mais cette aide ne s'arrête pas là; elle se poursuit en faveur du pupille ou de l'orphelin adulte, sous forme de prêts ou de subventions exceptionnelles.

Les résultats sont tangibles si l'on considère que, de 1952 à 1964, plus de 600 pupilles ont été admis dans les écoles supérieures, dont 20 à l'école nationale d'administration, 89 à l'école polytechnique et 115 dans les écoles normales supérieures.

En ce qui concerne les secours, 78.000 ont été accordés en 1964.

Au 1^{er} septembre 1965, 1.844 ressortissant de l'office étaient hébergés dans ses foyers ou dans les foyers conventionnés.

Déjà l'an dernier, j'avais souligné tout l'intérêt que présentent les écoles de rééducation professionnelle de l'office au titre de la promotion sociale.

L'office possède en effet, à cet égard, une expérience de valeur.

Il est intéressant d'en retracer le bilan, au moment où l'avenir de ces écoles paraît incertain.

Créé au lendemain de la guerre de 1914-1918 auprès du ministère du travail, l'office national des mutilés avait pour but la rééducation professionnelle des mutilés et des malades. Pendant longtemps, et en raison des conditions économiques de l'époque, les centres ont été surtout orientés vers les métiers de l'artisanat. Mais depuis quelques années, dix établissements modernes ont remplacé les anciens centres. Les locaux neufs disposent, en tout, de 140 salles d'enseignement, complétées par des laboratoires et par des ateliers dotés de matériel moderne.

Le régime des stagiaires est celui de l'internat: 1.520 lits en 1964 étaient offerts aux pensionnaires. Les prestations en nature de l'internat sont gratuites et elles sont complétées par une indemnité compensatrice de perte de salaire.

Un corps enseignant de qualité, en général, issu de l'enseignement technique et différents spécialistes du secteur privé assurent la formation de 1.700 stagiaires, dans 70 sections; dont la plupart sont adaptées aux professions les plus actuelles: électronique, dessin, mécanique, comptabilité.

Or, si les centres de l'office sont ouverts à des handicapés physiques mutilés de guerre, infirmes civils ou accidentés du travail, il s'agit toujours de blessés, de malades guéris et stabilisés, auxquels une rééducation fonctionnelle nécessaire a été d'abord imposée et qui peuvent, sans inconvénient, fournir un potentiel normal de travail.

C'est pourquoi l'expérience de l'office revêt une portée générale qu'il serait regrettable de ne pas mieux utiliser.

Or les dotations budgétaires destinées aux écoles de l'office sont stabilisées.

Depuis 1964, un crédit inchangé de 270.000 francs lui est alloué au titre de la promotion sociale.

En 1965, l'office avait reçu: sur la répartition forfaitaire effectuée par le comité national de la promotion sociale, 270.000 francs; sur le fonds national de la promotion sociale, pour la prise en charge de stagiaires, 1.025.000 francs.

Or, pour 1966, la subvention forfaitaire est la même. De plus, aucune admission nouvelle n'a été prise en charge par la délégation générale à la promotion sociale pour 1965-1966.

En effet, en 1964, 254 stagiaires avaient été admis dans les écoles de l'office, au titre de la promotion sociale. En juillet 1965, 84 ont achevé leur formation; la prise en charge pour 1966 porte seulement sur les 162 stagiaires entrés à la fin de 1964 et qui doivent poursuivre leurs études jusqu'en 1966.

Votre commission, mesdames, messieurs, souligne cette inquiétante situation et souhaite qu'une solution intervienne rapidement afin que le potentiel de l'office ne demeure pas inutilisé.

Diverses mesures inscrites au budget visent directement l'office. Elles ont provoqué une vive émotion chez les anciens combattants.

Interrogé sur ce point lors de son audition par la commission, M. le ministre des anciens combattants et victimes de guerre a déclaré qu'en ce qui concerne l'avenir de l'office, il n'existe aucun projet à long terme tendant à modifier ses structures; il n'est pas question de préparer la disparition de l'office. Personne n'y a jamais songé.

Cependant, une remise en ordre était indispensable, compte tenu de la diminution du nombre de certains ressortissants et de la réduction de certaines tâches.

La réduction d'effectifs vise 600 emplois, dont 300 seront supprimés au cours de 1966 et 300 seront en surnombre.

Les fonctionnaires touchés par les mesures de suppression d'emplois ne seront pas délogés des cadres; ils seront simplement reclassés dans d'autres administrations, où leur compétence et leur expérience, dans le domaine sanitaire et social, pourront être utilisées avec profit. Des pourparlers sont actuellement en cours à cet égard.

La commission souhaite que tous les agents de l'office concernés bénéficient de ces mesures de reclassement, y compris les auxiliaires et les contractuels.

La réduction de 2.500.000 francs des dépenses sociales provoque une certaine émotion. Cependant, les secours aux anciens combattants et aux victimes de guerre, ainsi que les subventions aux pupilles de la nation seront versés de telle manière que les prestations servies en 1966 seront maintenues au même taux qu'en 1965.

Il faut noter, cependant, la modicité de certains secours aux pupilles de la nation. Leur montant, variable suivant les départements, est souvent ridiculement bas.

D'autre part, les opérations d'attribution de la carte du combattant et de la carte de combattant volontaire de la Résistance arrivent à leur terme.

Le nombre des anciens combattants de la guerre de 1914-1918 secourus par l'office diminue, qu'il s'agisse de secours financiers ou d'hébergements.

Il est certain que le nombre des ressortissants de l'office s'amenuise: par là même, ses services extérieurs connaissent souvent un sous-emploi de leur personnel.

Les charges de l'office des anciens combattants ne sont plus celles auxquelles il devait faire face lors de sa création. Il est normal, logique et nécessaire qu'une réorganisation interne intervienne.

M. le ministre des anciens combattants a affirmé qu'il n'existait aucun projet à long terme, tendant à modifier les structures de l'office, mais nous aimerions savoir si un plan de réorganisation a été proposé et si des mesures de réduction des effectifs et des crédits en découlent.

Votre commission, mes chers collègues, estime avoir exposé avec objectivité l'essentiel du budget des anciens combattants, dont il faut constater qu'en dépit de la diminution des parties prenantes, les crédits consommés sont toujours supérieurs aux crédits ouverts.

Plusieurs questions restent en suspens. Ainsi, en ce qui concerne les anciens d'Algérie, les associations demandent l'attribution de la carte du combattant. Cette demande est justifiée par le fait que les anciens d'Algérie souhaitent obtenir une satisfaction morale, mais aussi une satisfaction matérielle dans le droit à réparation, ainsi que la possibilité d'utiliser les services de l'office, c'est-à-dire les écoles, les prêts et les secours.

Il faut remarquer, à cet égard, que la loi du 6 août 1955 et l'ordonnance du 4 février 1959 accordent aux militaires d'Algérie, blessés ou malades, tous les avantages prévus en faveur des militaires participant aux « campagnes de guerre », qu'il s'agisse du droit à pension, du statut de grand mutilé ou des droits à pension des ayants cause.

Par contre, d'autres questions préoccupent vivement les anciens combattants.

Ainsi, en ce qui concerne les forclusions, M. le ministre des anciens combattants a délaissé, lors de son audition par la commission, qu'il s'efforçait de résoudre ce problème. Un succès a été obtenu sur ce point puisqu'une levée de forclusion concernant les déportés résistants, les déportés politiques, les internés résistants et les internés politiques a été récemment décidée.

La forclusion est repoussée au 1^{er} janvier 1967, afin que ces catégories puissent bénéficier des dispositions du décret du 23 avril dernier, qui ramènent de soixante-cinq ans à soixante ans l'âge requis pour la liquidation de la retraite de sécurité sociale au taux plein, pour les anciens déportés ou internés politiques et résistants.

D'autre part, les Alsaciens-Lorrains se verront accorder le pécule de cinquante francs accordé aux prisonniers de guerre de 1914-1918 par la loi de finances de 1963.

Ces mesures sont excellentes, mais il faudrait aussi songer à étendre le bénéfice de la sécurité sociale aux ascendants âgés et sans ressources, ainsi qu'aux veuves titulaires d'une pension de reversion. Ces catégories sont particulièrement défavorisées. L'amélioration des suppléments familiaux aurait dû aussi être envisagée.

Enfin, la commission insiste pour que la réduction des effectifs de l'office n'entraîne pas une réduction de son efficacité. Un important effort doit être consenti également pour que les écoles de l'office soient utilisées au maximum, en collaboration avec d'autres départements ministériels, pour la promotion sociale, pour la rééducation ou pour la formation professionnelle.

Lors de l'examen en commission, la plupart des commissaires qui sont intervenus ont fait part de leurs craintes quant aux réductions de personnel et de crédits, dont l'office semble être la principale victime.

Une limitation de ses moyens d'action ne peut qu'être dommageable pour ses ressortissants.

Aussi, pour marquer ses inquiétudes, la commission, sur proposition de son rapporteur, a adopté un amendement tendant à supprimer les crédits afférents aux mesures nouvelles du titre III du budget du ministère des anciens combattants.

Elle a ensuite adopté le titre IV, ainsi que les articles 57, 58 et 59 qui s'y rattachent. (Applaudissements sur les bancs de l'U. N. R.-U. D. T. et du groupe des républicains indépendants.)

M. le président. La parole est à M. le ministre des anciens combattants et victimes de guerre. (Applaudissements sur les bancs de l'U. N. R.-U. D. T. et du groupe des républicains indépendants.)

M. Jean Sainteny, ministre des anciens combattants et victimes de guerre. Mesdames, messieurs, MM. les rapporteurs, dans leurs exposés très complets, ont fourni à l'Assemblée tous les chiffres et toutes les statistiques souhaitables.

Je voudrais pour ma part, dans la mesure du possible, m'efforcer d'éviter les redites et de dégager les lignes générales du budget du ministère des anciens combattants et victimes de guerre.

Pour la quatrième fois consécutive, j'ai l'honneur de vous présenter le projet de budget de mon département et, pour la quatrième fois, j'ai la satisfaction de pouvoir vous proposer un budget en augmentation par rapport à l'année précédente.

De 1963 à 1966, le volume des crédits du ministère des anciens combattants s'est accru de 1.021.779.000 francs. Sans les abattements successifs qui ont été opérés pour tenir compte de la diminution du nombre des parties prenantes, l'augmentation aurait même été beaucoup plus forte et se serait élevée à 1.377 millions de francs.

Du 1^{er} janvier 1963 au 1^{er} octobre 1965, la valeur du point de pension s'est élevée de 5,78 à 6,75, c'est-à-dire de 16,74 p. 100. Or, dans le même temps, l'indice des prix de détail des 259 articles, pour la France entière, est passé de 102,5 à 111,2, augmentant ainsi de 7,8 p. 100.

De janvier 1963 à juillet 1965 — date de la publication du dernier indice — l'indice des taux de salaires horaires, pour la France entière, est passé de 137,7 à 206, soit une hausse de 15,5 p. 100.

Ces comparaisons me paraissent pleinement satisfaisantes et devraient contribuer à apaiser certaines inquiétudes.

En effet, j'entends souvent affirmer que les augmentations de la valeur des pensions ne compensent même pas la hausse du coût de la vie. Les chiffres que je viens de citer démontrent à l'évidence le contraire; ils prouvent que le Gouvernement a eu le souci non seulement de préserver le pouvoir d'achat des pensionnés anciens combattants, mais encore d'améliorer leur situation.

Voyons maintenant comment se présente le budget de l'année prochaine.

L'idée générale qui a guidé l'établissement de ce budget est de faire de l'administration dont j'ai la charge un instrument moins coûteux, tout en assurant à ses ressortissants des prestations soit inchangées, soit même, dans plusieurs cas, améliorées.

Ce budget tend donc à obtenir un meilleur rendement des services, c'est-à-dire de moindres frais de gestion, pour des prestations identiques ou même meilleures.

Les chiffres illustrent clairement cette volonté, puisque le titre III diminue de 1,56 p. 100 tandis que le titre IV augmente, de son côté, de 2,87 p. 100.

Lorsqu'a été conçu ce projet de budget, il s'agissait donc, tout d'abord, de s'efforcer de rendre la gestion de mes services encore moins coûteuse, bien qu'elle ait toujours été très économique puisque, dans les budgets précédents, les crédits du titre III ne représentaient qu'environ 2,5 p. 100 du volume total des crédits de mon ministère.

A première vue, il semblait difficile de diminuer encore la part de ces crédits, alors que les frais généraux s'accroissent automatiquement d'une année à l'autre, du fait de la majoration des traitements et indemnités des quelque 6.000 agents du ministère.

Les dépenses de personnel absorbent, à elles seules, environ 80 p. 100 du total des dépenses du titre III, et vous savez qu'elles ont augmenté chaque année d'environ 4 p. 100.

Cette tendance à l'augmentation du titre III a pu être contrebalancée par un effort certain d'économie.

Litré définit, au sens propre, l'économie comme étant « le bon ordre dans la conduite et l'administration de tout établissement ».

Ce souci de bon ordre a conduit, sans toucher à l'organisation générale de l'administration des anciens combattants et sans risquer, par conséquent, de nuire à la qualité des services qu'elle rend, à réduire quelque peu ses effectifs, pour tenir compte de l'amenuisement de certaines tâches.

Par exemple, les bureaux chargés de la délivrance des cartes afférentes à certains statuts de victimes de guerre, le service de l'état civil, celui des successions et restitutions de corps voient leur charge de travail diminuer progressivement.

Les réductions d'effectifs opérées consistent tout d'abord en l'exécution de la tranche 1966 de résorption des mises en sur-nombre décidées par la loi de finances de 1965.

M. André Tourné. Litré n'avait pas prévu notre budget d'aujourd'hui !

M. le ministre des anciens combattants et victimes de guerre. Cette tranche est de 35 agents à l'administration centrale, et de 15 agents dans les services extérieurs.

Les réductions consistent ensuite en de nouvelles suppressions d'emplois, mais en nombre très limité : 46 agents titulaires et 25 vacataires.

M. le rapporteur de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales a cité un chiffre supérieur. Je précise donc qu'un certain nombre de ces suppressions correspondent à des transformations d'emplois et sont, par conséquent, contrebalancées par des créations d'emplois.

Des économies ont paru également possibles sur les chapitres relatifs aux dépenses de matériel, qui diminuent de 1 million 660.000 francs, dont 400.000 francs pour le service des transports et transferts de corps, et 1 million de francs pour le service des sépultures.

Une économie de 200.000 francs résulte de la fermeture du foyer de Kouba, en Algérie, dont je rappelle en passant que les pensionnaires ont été, sur leur demande, réinstallés dans des foyers dépendant de l'office national des anciens combattants, situés dans le Midi de la France.

Si nous avons recherché des économies de fonctionnement, la lecture détaillée du fascicule budgétaire montre que nous n'avons pas négligé pour autant certaines améliorations dans les services.

C'est ainsi qu'il est prévu diverses créations et transformations d'emplois. Par exemple, il est créé un poste d'infirmier-moniteur afin de valoriser encore davantage cette très utile réalisation qu'est la piscine de balnéothérapie de l'institution nationale des invalides. Dans cet établissement que mon département a la fierté de gérer, il est également prévu une modernisation encore plus poussée de l'équipement chirurgical. N'y a-t-il pas là comme un symbole de la volonté de moderniser les moyens d'action de notre maison, qui s'énergeuillit de trente-quatre années passées au service des anciens combattants et des victimes de guerre, mais qui entend ne pas se « scléroser » ?

Au total, et malgré les quelques économies, qui ne génèrent pas la marche des services, puisqu'elles constituent un simple ajustement aux besoins constatés, les ressortissants du code de pensions militaires d'invalidité et victimes de la guerre pourront continuer à trouver dans ce ministère qui est le leur tous les services, tout l'appui qu'ils peuvent en attendre.

C'est ainsi que je me suis penché sur les problèmes du contentieux qui, d'après certaines remarques qui m'ont été faites à différentes reprises, ferait l'objet de délais trop longs.

Ces remarques sont effectivement en partie fondées. Mais, s'agissant de procédures judiciaires, mes services ne sont pas les seuls en cause. Pour ce qui concerne directement mon département, j'ai pris un certain nombre de mesures tendant à confier l'établissement des conclusions ministérielles devant les cours régionales des pensions aux directeurs interdépartementaux. Ces mesures de déconcentration doivent réduire sensiblement le délai de rédaction des conclusions, donc hâter finalement le prononcé des jugements.

D'autre part, des démarches ont été faites tant auprès des présidents des cours régionales qu'auprès de M. le ministre de la justice pour que soit accéléré le rythme des décisions judiciaires à prendre par certains tribunaux départementaux ou cours régionales des pensions.

Ces interventions apparaissent d'ores et déjà comme devant porter leurs fruits.

Dans le ressort de la cour d'appel de Paris, en particulier, vient d'être créée une troisième chambre de la cour régionale des pensions, cependant que les rémunérations des magistrats honoraires appartenant à ladite cour ont été relevées en vue de faciliter leur recrutement.

Enfin, sur ma suggestion, les services du ministère de la justice sont en pourparlers avec ceux du ministère des finances pour obtenir un relèvement des honoraires des experts judiciaires médicaux. Il est, en effet, apparu que le retard constaté dans les expertises judiciaires provient en grande partie de la modicité des tarifs en vigueur.

Je crois avoir abordé l'essentiel des questions qui concernent les moyens des services.

Les interventions elles-mêmes ne seront, comme je l'ai souligné, nullement amoindries. Le titre IV passera de 4.813 millions de francs en 1965 à 4.951 millions de francs en 1966, soit une majoration de 138 millions de francs représentant 2,87 p. 100.

Ici donc, le mouvement est inverse de celui constaté pour le titre III, et c'est cette augmentation du montant des crédits réservés aux ressortissants qui permet au budget des anciens combattants et victimes de guerre de dépasser maintenant le cap des 5 milliards de francs nouveaux. Par son montant, il occupe toujours le troisième rang dans les dépenses ordinaires des services civils, dont il représente un peu plus du treizième.

Dans cette masse budgétaire propre aux anciens combattants, les crédits ouverts pour le paiement des pensions et accessoires de pensions occupent, comme vous le savez, de très loin la première place. Ils s'élevèrent à 4.411.240.000 francs, contre 4.279.440.000 francs en 1965. La différence de 131.800.000 francs est la somme algébrique des opérations suivantes : abattement pour diminution du nombre des parties prenantes : 33.400.000 francs ; majorations résultant du rapport constant : 161.250.000 francs ; enfin mesures catégorielles nouvelles : 3.950.000 francs.

Plusieurs parlementaires ont exprimé l'inquiétude que le montant des abattements pour diminution du nombre des parties prenantes, qui apparaît plus faible que dans le budget précédent, ne soit en réalité sous-évalué, ce qui aurait pour résultat de gonfler en apparence l'effort budgétaire consenti pour les anciens combattants. La charge réelle étant selon eux bien inférieure, en raison de l'accélération des décès des pensionnés, l'Etat pourrait se montrer beaucoup plus généreux à l'égard de ces derniers. La vérité est différente et, pour la rétablir, je voudrais une fois de plus vous apporter quelques explications.

Je dois tout d'abord faire observer que, si le département que je dirige a compétence pour concéder, liquider, augmenter les droits à pension, ce n'est pas lui, mais le ministère des finances, qui en assure le paiement. Je me trouve, si je puis faire cette comparaison, dans la situation d'une société d'assurances qui établirait les polices et statuerait sur les sinistres, mais n'en effectuerait pas elle-même le règlement. Si les crédits ouverts pour le paiement des pensions sont, pour plus de clarté, inscrits au budget de mon département, le véritable gestionnaire et le régulateur de ces crédits est M. le ministre des finances. Il est donc le mieux qualifié pour savoir quelles sommes ont été dépensées en matière de pensions d'invalidité et à combien il faut, par conséquent, fixer les crédits de l'année suivante.

Pendant, je suis évidemment associé aux travaux de préparation budgétaire concernant ces crédits, ce qui me permet de vous donner les précisions suivantes qui apporteront, je l'espère, à ceux qui s'inquiètent des méthodes d'évaluation du budget des pensions les apaisements qu'ils souhaitent.

Au cours des années passées, l'évaluation des crédits des chapitres de pensions, retraites et accessoires de pensions, était principalement faite en apportant une correction estimative au montant des crédits ouverts l'année précédente. Or ceux-ci n'avaient eux-mêmes, puisqu'ils avaient été fixés selon la même méthode, qu'un caractère estimatif.

Il y avait donc, dans l'évaluation des crédits nécessaires, un double élément d'incertitude, incertitude d'ailleurs relative, car l'exécution des budgets prouvait ensuite que nous n'étions pas très loin de la vérité. Mais le Gouvernement a cherché, cette année, à serrer la vérité d'encre plus près, même dans les cas difficiles pour lesquels les prévisions ne peuvent être qu'aléatoires, et sont toujours cause de contestations possibles, comme précisément les pensions.

Le projet de budget de 1966 étant empreint d'une volonté de rigueur financière et d'équilibre, il est d'autant plus nécessaire qu'il soit parfaitement exact. Or, il existe, même en cette matière des pensions sujette aux aléas de l'estimation, un élément de certitude : c'est le montant des crédits qui ont été réellement consommés au cours des années passées.

Le calcul des crédits a donc été effectué pour cette année, non pas en reprenant pour base les crédits précédemment ouverts et en corrigeant cette base, mais en étudiant l'évolution des crédits réellement consommés. L'on constate alors qu'au cours des dernières années dont les résultats soient connus, les crédits consommés ont toujours été supérieurs au montant des crédits ouverts et que l'écart entre les premiers et les seconds n'a fait d'ailleurs que s'accroître. Il en est résulté régulièrement un dépassement qui obligeait à ouvrir, dans les lois de règlement, des crédits supplémentaires de régularisation.

Cette discordance entre les évaluations et les crédits consommés résulte elle-même du fait qu'il n'y a aucun parallélisme entre l'évolution du nombre des parties prenantes et celle de la charge globale des pensions. Ainsi, pour la période allant du 1^{er} janvier 1960 au 1^{er} janvier 1963, le nombre des pensionnés a diminué de 3 p. 100, tandis que les crédits consommés augmentaient de 27 p. 100.

En effet, le taux de mortalité des pensionnés, seul facteur pris en considération dans le raisonnement de certains parlementaires qui contestent nos évaluations, n'est en réalité qu'un seul des éléments qui déterminent l'évolution de la masse globale des pensions.

Le calcul qu'on nous oppose consiste à appliquer un taux de mortalité d'environ 12 p. 100 à l'ensemble du groupe de population concerné, alors qu'en bonne technique actuarielle, il est nécessaire de pondérer le groupe selon sa composition par tranches d'âges avant de lui appliquer le taux de mortalité général. En somme, on prend seulement en considération les décès des anciens combattants de 1914-1918, alors que ces derniers constituent moins de la moitié du nombre total des pensionnés. Ce total comprend en effet les combattants de 1939-1945, y compris l'Indochine, des pensionnés hors-guerre, y compris les opérations d'Algérie, les victimes civiles, etc.

Prenons par exemple une catégorie de pensionnés, celle des ascendants. Il est bien certain qu'en ne considérant que ceux qui sont pensionnés au titre de la guerre 1914-1918...

M. André Tourné. Ils sont tous morts !

M. le ministre des anciens combattants et victimes de guerre. ... on est amené à conclure qu'ils sont, pour leur plus grande part, déjà décédés.

Mais il reste encore à notre charge tous ceux qui sont pensionnés au titre des campagnes postérieures à 1918 et c'est pourquoi la dernière statistique connue fait apparaître 223.280 ascendants pensionnés, dont 21.000 seulement au titre de la guerre 1914-1918.

Plusieurs facteurs jouent, en effet, en sens inverse de celui des décès : sans cesse de nouvelles pensions sont concédées qui, dans certaines catégories, font plus que compenser les disparitions. Ainsi en est-il des invalides hors guerre — augmentation de 40.870 en trois ans — des victimes civiles de 1939-1945 — augmentation de 4.087 en trois ans. D'autre part, les aggravations — 37.000 dossiers l'année dernière — alourdissent le poids des pensions déjà concédées.

En résumé, il ne faut jamais perdre de vue que la masse des pensions en paiement est un solde net, une balance entre le nombre des extinctions et le nombre des concessions nouvelles et des aggravations. C'est pourquoi elle n'est pas affectée par un mouvement à sens unique, jouant toujours en diminution, mais par des mouvements complexes.

Je le répète, la seule donnée véritablement irréfutable, c'est l'évolution du montant des crédits consommés. C'est en tenant compte de cette évolution — donc en partant des dépenses réellement constatées et non pas de la reconduction d'estimations régulièrement insuffisantes — qu'on a été fixés les montants des abattements effectués sur les chapitres des pensions dans notre projet de budget pour 1966. Ces abattements représentent en fin de compte une balance entre le taux de décroissance prévisible et la « rallonge » destinée à mettre fin à une situation anormale.

Voilà pour l'ajustement de la base des crédits aux besoins prévisibles. Une fois cette base fixée elle a été ensuite, comme chaque année, réévaluée pour tenir compte des augmentations de la valeur du point de pension en application du rapport constant.

Au sujet du rapport constant, je ne puis que répéter ce que j'ai déjà dit à plusieurs reprises. Dans le cadre de la législation actuelle, c'est-à-dire du texte de l'article L. 8 bis du code, la position du Gouvernement est inattaquable, comme vient de le confirmer un arrêt du Conseil d'Etat. Cela dit, il est toujours possible, sur le plan d'une réforme éventuelle des textes existants, d'examiner, en collaboration avec les représentants qualifiés des intéressés, si d'autres formules d'indexation ne permettraient pas d'éviter à l'avenir toute contestation. Mais, étant donné la position prise par certains, il ne m'appartient pas de prendre actuellement des initiatives en ce domaine.

Quoi qu'il en soit, par l'automatisme des réévaluations qu'il permet, le rapport constant est certainement la pièce maîtresse de notre charte des pensions. Je rappelle, comme je l'ai déjà souligné les années précédentes, que la France demeure le seul pays à posséder une pareille formule d'indexation. Il n'est pas certain qu'en cherchant à remettre en cause son mécanisme, nous ne lâcherions pas la proie pour l'ombre.

Enfin, le projet de budget comporte un certain nombre de mesures catégorielles nouvelles, pour un montant de 3 millions 950.000 francs. Je les rappelle brièvement.

Une première disposition permet de porter de deux à quatre ans le rappel des arrérages en cas de demande tardive.

Une seconde mesure supprime la condition d'âge et de ressources qui était jusqu'à présent exigée des veuves de guerre remariées redevenues veuves, ou divorcées ou séparées de corps, et qui recouvrent de ce fait leur droit à pension.

La troisième mesure a pour but d'abaisser de vingt-cinq à quinze ans la condition de durée de mariage et de soins que doivent remplir les veuves des très grands invalides pour bénéficier de l'allocation spéciale qui leur a été allouée par la loi de finances de 1964.

A ces trois mesures catégorielles nouvelles, il faut ajouter, car elle intéresse certaines veuves de guerre bien qu'elle ne figure pas au budget des anciens combattants mais à celui des finances, la disposition nouvelle prévue par l'article 61 du projet de loi de finances.

Il s'agit du relèvement du taux de l'allocation complémentaire instituée en faveur de certaines veuves de la guerre 1914-1918.

Un certain nombre de veuves de militaires de carrière dont le mari était décédé des suites de la guerre 1914-1918 avant 1924, n'ont pu prétendre à la pension de retraite qu'elles auraient eue si le décès de leur mari était survenu postérieurement à cette date. En compensation une allocation complémentaire leur avait été accordée, au taux de 60 p. 100 de la pension de retraite dont elles se trouvaient exclues.

Cette allocation sera désormais portée à 70 p. 100.

Enfin, le Gouvernement introduit aujourd'hui par voie d'amendement, sous la forme d'un article à insérer dans la loi de finances après l'article 61, une cinquième mesure catégorielle. Il s'agit d'un texte très important, depuis longtemps attendu, mais dont l'étude avait demandé d'assez longs délais en raison, notamment, de la nécessité d'en évaluer toutes les incidences. Il a pour objet de mettre fin à une situation défavorisée faite à certaines veuves de fonctionnaires morts pour la France.

En effet, une ordonnance du 15 juin 1945 avait permis aux fonctionnaires mobilisés d'obtenir le grade auquel ils auraient eu normalement droit s'ils étaient restés à leur poste durant les événements de guerre. Les fonctionnaires morts pour la France avant la promulgation de cette ordonnance n'ont pu, bien entendu, se réclamer de l'application de ce texte. De ce fait, leurs veuves ont été privées, dans leur pension de réversion, du bénéfice du reclassement administratif dont, au contraire, ont bénéficié les veuves de fonctionnaires décédés après 1945.

L'amendement en cause a pour but de remédier à cette situation. Le Gouvernement propose de permettre aux veuves dont il s'agit de réclamer pendant un délai d'un an le bénéfice des dispositions de l'ordonnance du 15 juin 1945.

Certes, le montant de ces mesures nouvelles est, j'en conviens, relativement modique ; mais il s'ajoute aux mesures déjà prises au cours des années précédentes et je souligne que, depuis 1959, le montant total des mesures catégorielles nouvelles intéressant les pensions, inscrites dans les budgets successifs, s'élève à 104.080.000 francs, soit plus de 10 milliards d'anciens francs. Encore ce total serait-il plus élevé si le montant des mesures prises dans les années passées était réévalué d'après la valeur actuelle du point de pension.

Mesdames, messieurs, je n'abuserai pas de votre attention en énumérant toutes ces mesures. Cela me mènerait bien au-delà des limites du temps que je puis consacrer au présent exposé.

Pour me borner à quelques-unes des plus importantes améliorations que j'ai pu faire aboutir depuis que j'ai eu l'honneur d'être placé à la tête du département des anciens combattants et victimes de guerre, je citerai : en 1963, une majoration de l'allocation n° 8 en faveur des aveugles et de certains amputés et impotents ; la création d'une allocation n° 11 particulière aux aveugles ; l'admission du calcul arithmétique des infirmités pour les invalides hors guerre ; une première majoration des indices de pension des veuves, qui fut suivie d'une seconde majoration en 1965 ; la revalorisation des indices de pensions des ascendants âgés infirmes ou incurables ; l'attribution d'un pécule de 50 francs aux anciens prisonniers de la guerre 1914-1918. A ce propos, j'ai le plaisir d'annoncer à MM. les parlementaires des départements du Haut-Rhin, du Bas-Rhin et de la Moselle que ce pécule va être également alloué aux prisonniers alsaciens et lorrains ayant servi en 1914-1918 dans l'armée allemande, faits prisonniers par les armées alliées et ayant retrouvé la nationalité française après le retour à la France des départements recouverts.

M. Jean-Yves Chapalain. Très bien !

M. le ministre des anciens combattants et victimes de guerre.

De nouvelles améliorations ont encore marqué le budget de 1964 : majoration de l'allocation spéciale n° 5 aux grands invalides à partir du deuxième degré de surpension ; nouvelle augmentation des indices de pensions des ascendants âgés ou infirmes ou incurables ; création d'une majoration spéciale en faveur des veuves des grands invalides bénéficiaires de l'article L. 18 ; première augmentation — suivie d'une seconde augmentation en 1965 — des pensions en faveur des ascendants ayant perdu plusieurs enfants ; création d'un régime d'indemnisation en faveur des victimes civiles des événements d'Algérie.

L'année 1965 a apporté elle aussi son contingent de mesures nouvelles : augmentation de l'allocation spéciale aux enfants majeurs infirmes des veuves de guerre ; majoration spéciale en faveur des aveugles de la Résistance ; admission des anciens déportés et internés au bénéfice de la retraite de la sécurité sociale au taux de 40 p. 100 dès l'âge de soixante ans.

Voilà, me semble-t-il, un bilan bien garni. Et pourtant, chaque année, dans cette enceinte, il m'a été dit par certains que mon budget était un budget de déception, qu'il n'apportait rien ou pas grand chose en faveur des anciens combattants !

Quoique j'aie limité mon énumération à l'essentiel des mesures intervenues, vous pouvez constater qu'elles intéressent à peu près toutes les catégories de ressortissants de mon ministère, comme le voulait l'article 55 de la loi de finances pour 1962.

Quelles étaient les principales améliorations demandées par cet article ? Je cite : « rajustement des pensions de veuves » — nous l'avons fait — « des ascendants », des « orphelins » — nous l'avons fait aussi — « paiement d'un pécule aux prisonniers de la guerre 1914-1918 » et cela aussi a été fait. Certes, il reste certaines rubriques du « catalogue » qui n'ont pas encore reçu satisfaction. Mais leur coût serait extrêmement élevé, et il n'était évidemment pas possible de satisfaire toutes les revendications en si peu d'années. Nous avons choisi les catégories les plus intéressantes, et je suis heureux d'avoir pu, pour ma part, contribuer à l'incessante perfectionnement de notre code des pensions militaires d'invalidité. Je vous demande de ne pas minimiser l'effort accompli en vous rappelant à nouveau que pour les seules mesures se traduisant par des ouvertures de crédits — car il y en a eu d'autres qui n'ont pas donné lieu à inscription budgétaire — cet effort représente plus de 100 millions de francs nouveaux.

Je n'ai pas besoin d'ajouter que le Gouvernement qui non seulement maintient, mais encore améliore progressivement les droits des anciens combattants et des victimes de guerre, n'a nullement l'intention de porter atteinte aux droits existants et d'ouvrir des brèches dans le droit à réparation. Je saisis l'occasion qui m'est offerte de confirmer les termes d'un communiqué, dont j'ai assuré voici peu la diffusion par voie de presse et par lequel j'ai démenti formellement qu'il soit question, comme certains journaux de province l'ont laissé entendre, de restreindre le versement des pensions d'invalidité et des retraites du combattant à ceux dont les revenus ne dépassent pas un certain chiffre.

Dans le même communiqué, j'ai démenti également l'intention prônée au Gouvernement de limiter à 50 p. 100 le taux des réductions sur les tarifs de 1^{re} classe des chemins de fer actuellement accordés aux mutilés et invalides de guerre. Bien au contraire, vous constaterez dans le document budgétaire une majoration de deux millions de francs du crédit inscrit au chapitre 46-03 pour le remboursement par mon département à la S.N.C.F. de la contre-valeur des réductions consenties.

Ce sont là des bruits fantaisistes, dont on se demande quels mobiles ont bien pu les inspirer, et qui n'ont d'autre résultat que de semer d'inutiles inquiétudes au sein de la catégorie la plus respectable de nos concitoyens.

Je me suis étendu quelque peu sur le paiement des pensions et accessoires de pensions mais je n'ai pas besoin de vous rappeler que là ne s'arrêtent pas, et de bien loin, les interventions du ministère des anciens combattants. Je sortirais du cadre de cet exposé en vous dressant un panorama complet et détaillé de toutes les activités de mon département. Je dois cependant en évoquer quelques aspects principaux.

Les crédits destinés à l'appareillage des mutilés demeurent inchangés car le rythme de consommation des crédits existants montre qu'ils sont suffisants et que par conséquent leur reconduction permettra de maintenir intacte la qualité des services rendus. En réalité, le nombre des inscrits dans nos centres d'appareillage, ressortissants du code des pensions d'invalidité, tend à diminuer ce qui permet, avec le même crédit, d'absorber certaines hausses de tarifs. En revanche, les mutilés du travail qui sont également appareillés dans nos centres tendent à augmenter en nombre, mais les dépenses sont ici remboursées à mon département par voie de fonds de concours.

En ce qui concerne les soins gratuits, la comparaison entre les crédits ouverts au cours de l'exercice précédent et le rythme de leur consommation réelle permet d'effectuer pour 1966 un abattement de 5 millions de francs. Bien entendu, les droits des ressortissants en matière de soins gratuits demeureront rigoureusement inchangés.

L'année 1965 a vu commémorer tout particulièrement le drame de la déportation. A ces manifestations du souvenir, le Gouvernement a voulu associer une mesure positive en faveur des survivants de ce drame : celle d'une nouvelle levée de forclusions pour ceux qui ont été empêchés de faire valoir leurs droits en temps utile. Cette mesure ne figure pas dans le texte du projet de budget mais j'ai eu récemment la satisfaction de pouvoir en faire une première annonce, et je me réjouis de la confirmer aujourd'hui. Les dispositions envisagées sont les suivantes : les personnes qui n'ont pas présenté avant le 10 mars 1962 une demande tendant à la reconnaissance du titre d'interné politique, interné résistant, déporté politique ou déporté résistant pourront la formuler jusqu'au 1^{er} janvier 1967.

Je me permets de vous rappeler que, lors de ma première venue dans votre Assemblée, j'avais reconnu que j'étais personnellement hostile au principe des forclusions et j'avais promis de m'attacher à faire disparaître, dans des limites raisonnables, ce que je considérais comme une anomalie. C'est aujourd'hui chose faite.

Au chapitre des fêtes nationales et cérémonies publiques, vous constaterez une majoration de crédits de 550.000 francs, portant le total de ce chapitre à la somme de 963.540 francs. Ces crédits me permettront de poursuivre avec toute l'ampleur et l'éclat désirables les actions commémoratives auxquelles je me suis, comme vous le savez, beaucoup attaché au cours des deux années passées. Je puis dès à présent vous préciser qu'en 1966 une grande cérémonie nationale commémorera la bataille de Verdun. J'indique qu'il n'est pas prévu, pour le moment, d'autres manifestations nationales exceptionnelles.

Plusieurs parlementaires, et tout naturellement surtout ceux des départements concernés, sont attentifs aux problèmes particuliers qui concernent certaines catégories d'anciens combattants et victimes de guerre alsaciens et mosellans.

Il y a maintenant deux ans, j'ai réuni à leur demande une commission chargée d'étudier ces problèmes.

Cette commission, composée des parlementaires de nos trois départements de l'Est et de fonctionnaires de mon ministère, ainsi que de membres de mon cabinet, a procédé à un inventaire complet des problèmes encore non résolus, afin d'examiner si certains d'entre eux ne seraient pas susceptibles de recevoir une issue favorable.

C'est ainsi qu'après plusieurs séances de travaux et l'audition des représentants des associations, la commission a cru devoir retenir comme plus particulièrement dignes d'intérêt six questions. Comme je l'ai dit tout à l'heure, je suis heureux d'annoncer aujourd'hui une issue favorable pour l'une d'entre elles tout au moins, à savoir l'octroi aux prisonniers alsaciens et mosellans de la guerre 1914-1918 du pécule prévu par la loi de finances pour 1963.

D'autre part, M. le ministre des affaires étrangères a bien voulu saisir à nouveau le gouvernement de Bonn du problème de l'indemnisation des incorporés de force et des patriotes résistants à l'occupation des départements du Rhin et de la Moselle incarcérés en camps spéciaux.

Pour le moment, je n'ai pu convaincre tous les départements ministériels intéressés du bien-fondé des autres revendications retenues par la commission mais les pourparlers continuent et je me réserve de réunir à nouveau la commission pour la tenir informée.

Il me reste maintenant à vous entretenir d'une question essentielle qui, je le sais, vous préoccupe. Il s'agit de la situation et de l'avenir de l'office national des anciens combattants et victimes de guerre. Deux dispositions du projet de budget ont provoqué une émotion dont je voudrais vous montrer qu'elle n'est pas justifiée.

Les inquiétudes exprimées touchent tout d'abord aux problèmes du personnel et par conséquent à celui des structures de notre établissement public.

Il est certain que les compressions de personnel de l'office prévues par le projet de budget pour 1966, soit la suppression de 300 emplois et la mise en surnombre de 300 autres, apparaissent beaucoup plus importantes que celles qui touchent le ministère lui-même. Mais il y a lieu de noter tout d'abord que, l'an passé, les réductions d'effectifs avaient davantage porté sur le ministère que sur son établissement annexe. En second lieu, la presque totalité des agents du ministère sont affectés aux services des pensions et retraites, des soins gratuits, de l'appareillage, dont les tâches, comme je vous l'ai dit plus haut, ne diminuent que lentement. Au contraire, dans plusieurs secteurs de l'activité de l'office, par exemple la délivrance des cartes de combattants volontaires de la Résistance, réfractaires et personnes contraintes ou le service des pupilles, les effectifs actuels, même sur la base d'une évaluation très modérée des besoins, sont bien supérieurs aux nécessités. Des enquêtes extrêmement précises ont fait apparaître sur plusieurs points une sous-occupation du personnel existant. Il est évident que cette situation ne pouvait se poursuivre sans risque de menacer gravement l'existence même de l'établissement public.

Bien entendu, le zèle et la compétence des agents de l'office dont le dévouement à leur tâche sociale est unanimement reconnu et apprécié, ne sont nullement en cause. Mais le phénomène inévitable de la réduction du nombre des ressortissants, du moins dans certaines catégories, entraîne la diminution de leurs activités. Il n'est pas possible de maintenir envers et contre tout dans les services de l'office un personnel excédentaire. Il est infiniment préférable d'employer ce personnel très valable, je le répète, à d'autres tâches et notamment des tâches de caractère social dans lesquelles ses qualités et son expérience particulière pourront donner leur pleine mesure. J'ajoute que les intérêts matériels des agents sont restés dans cette affaire au premier plan de nos préoccupations. Des dispositions ont donc été prises pour que le reclassement des fonctionnaires qui seront réaffectés dans d'autres départements ministériels s'effectue dans de bonnes conditions et sans préjudice pour les intéressés.

Ces réductions d'effectifs devenues indispensables, dont l'objet premier n'est pas de faire des économies — puisqu'aussi bien les agents en excédent seront réaffectés ailleurs — mais d'adapter les moyens de l'office au volume de ses tâches, ne porteront donc atteinte ni aux intérêts du personnel de l'office ni à la qualité des services d'ordre administratif ou social que cet établissement rend à ses ressortissants. Il n'est pas dans mes intentions de modifier les structures essentielles de l'office, ni, à plus forte raison, de menacer l'existence même de l'établissement. Je vous en donne ici l'assurance formelle. Il s'agit, au contraire, d'élaguer l'arbre afin de le mieux fortifier.

Une grande inquiétude s'était exprimée aussi à propos de l'abattement de 2.500.000 francs qui devait être opéré sur la subvention ouverte au chapitre 46-51 pour les dépenses sociales de l'office et qui devait ramener le montant de cette subvention de 35.700.072 francs à 33.272.000 francs.

J'ai la satisfaction de pouvoir vous annoncer que, grâce aux démarches des groupes de la majorité, le Gouvernement accepte de ramener cet abattement à un million de francs seulement. (Applaudissements sur les bancs de l'U. N. R. - U. D. T.)

M. René Laurin. Très bien !

M. le ministre des anciens combattants et victimes de guerre. En réalité, il aurait été possible sans inconvénient, c'est-à-dire sans diminuer aucunement le montant des prestations individuelles servies à chacun des ressortissants de l'action sociale de l'office, d'effectuer l'abattement de 2.500.000 francs primitivement prévu.

En effet, cet abattement de crédits n'aurait visé ni les subventions aux associations d'anciens combattants, ni le fonctionnement des foyers et des écoles de rééducation, ni l'octroi des prêts sociaux, ni même les secours. Il aurait porté unique-

ment sur les crédits consacrés aux pupilles de la nation. Ceux-ci, dans le budget de l'office sont demeurés pratiquement inchangés depuis plusieurs années, se maintenant aux environs de 15 millions de francs.

Or, le nombre des pupilles est en régression rapide et cela ne saurait surprendre si l'on songe que la plupart des pupilles sont en passe d'atteindre leur majorité. C'est pourquoi le nombre de ceux qui restent à la charge de l'office diminue très rapidement : 110.000 en 1960, 82.000 en 1962, 67.000 en 1964. Nous prévoyons qu'ils seront 60.000 en 1966, en tenant compte des adoptions prononcées ou restant à prononcer au titre des suites des événements d'Algérie.

L'office ne risque donc aucunement de se trouver gêné en ce qui concerne ses interventions au bénéfice des pupilles de la nation.

Il en résulte que le montant de 1.500.000 francs de crédits que le Gouvernement accepte de restituer à l'office en diminuant l'abattement initialement prévu, pourra être consacré, sur les instructions que je donnerai, à intensifier l'action en faveur de ses ressortissants les plus âgés et les plus défavorisés.

Ainsi, l'office national des anciens combattants et victimes de guerre pourra pour sa part contribuer à la politique que le Gouvernement mène en faveur de la vieillesse.

Pour me résumer, les mesures prises dans le projet de budget pour 1966 au sujet de l'office national n'impliquent aucun désir de restreindre son action, aucune tendance à vouloir, comme on l'a dit, l'« asphyxier », encore moins une volonté de suppression de cet établissement public. Elles visent simplement à ajuster les dépenses de fonctionnement et les crédits d'interventions sociales aux besoins. Je pense donc que toute l'émotion, toute l'agitation entretenues, à des fins diverses, à propos de l'office national des anciens combattants apparaîtront très rapidement comme totalement injustifiées, inutiles et par conséquent regrettables.

Au terme de cette analyse du projet de budget de mon département pour 1966, je voudrais vous inviter à nouveau à jeter sur lui un regard d'ensemble. Nous y découvrons deux traits essentiels :

Tout d'abord, un effort d'économies sur les dépenses de fonctionnement qui vise à éliminer certaines dépenses devenues superflues mais sans nuire pour cela à la qualité des services. D'autre part, un désir d'ajuster le plus sincèrement possible le montant des crédits au niveau des besoins réels constatés, mais sans toucher au montant des prestations servies à chacun et même en les améliorant sur certains points. Au total, malgré la diminution progressive du nombre des parties prenantes, le budget de 1966 reste en augmentation par rapport à celui de l'année précédente et dépasse aujourd'hui, je le répète, 5 milliards de francs lourds. Cette évidence chiffrée, cette constatation que chacun peut faire en ouvrant les cahiers budgétaires, coupe court à toutes les polémiques. Elle montre que la nation continue, à l'égard des anciens combattants, à faire tout ce que lui dicte son devoir et sa reconnaissance. (Applaudissements sur les bancs de l'U. N. R. - U. D. T.)

M. le président. La parole est à M. de Tinguy.

M. Lionel de Tinguy. Monsieur le ministre, l'examen du budget des anciens combattants et victimes de guerre a longtemps été marqué par la monotonie.

Chaque année, en effet, il était l'occasion pour les différents orateurs de multiplier à cette même tribune redites, rappels et réflexions qui ne pouvaient guère varier puisque la position du Gouvernement demeurait inflexible, qu'aucun avantage notable, sauf sur certains points de détail, n'était accordé aux anciens combattants et qu'aucun plan d'ensemble n'était accepté par le Gouvernement en dépit des votes formels émis à plusieurs reprises.

Le projet de budget qui nous est présentement soumis va trancher, non pas, hélas ! que des mesures susceptibles d'apaiser les inquiétudes des anciens combattants et de satisfaire leurs doléances aient effectivement été prises, mais parce que se dessine une politique nouvelle que vous vous êtes efforcé à l'instant, monsieur le ministre, d'édulcorer avec une bonne volonté à laquelle il convient de rendre hommage, mais qui n'a pas pour autant — je parle en toute sérénité — dissipé les préoccupations que nous sommes nombreux à partager dans cette enceinte sans aucune distinction d'opinion politique.

Aussi bien ne m'attarderai-je pas sur le rappel des questions toujours en suspens pour insister davantage sur les problèmes nouveaux que soulève ce budget.

Parmi les questions anciennes, la péréquation des pensions figure au premier rang. Monsieur le ministre, sans doute avez-vous fait état d'un arrêt du Conseil d'Etat qui vous donne

raison en la forme, mais vous n'avez pas rappelé que le Conseil d'Etat n'avait pas manqué de souligner qu'en fait les traitements de la plupart des fonctionnaires de référence sont passés à un indice plus élevé, et que de cette façon, si juridiquement votre position est solide, elle a, moralement et très clairement, été condamnée par l'arrêt de cette haute juridiction.

Que dire de la discrimination opérée entre les combattants des différentes guerres ?

Je n'insisterai pas sur la question des anciens combattants d'Algérie. Certains collègues de mon groupe vous en parleront. Mais n'y a-t-il pas eu 24.000 morts en Algérie ? Ne comptent-on pas 54.000 pensionnés ? N'est-ce pas suffisant pour que l'on puisse parler de combats ?

Je n'insiste pas non plus sur la lenteur désespérante des tribunaux. Vous l'avez reconnue vous-même il y a quelques minutes en plaidant non coupable et en renvoyant aimablement la balle à votre collègue de la justice, voire au ministre de la santé publique.

Monsieur le ministre, vous venez de rappeler que, depuis quatre ans, vous défendez ici le même budget et voilà quatre fois que je tiens les mêmes propos cependant que, en collaboration avec vos services — avec lesquels d'ailleurs, je le reconnais, nos relations sont parfaitement courtoises — nous essayons de débrouiller des affaires qui durent depuis quatre, cinq et parfois dix ans. Ne pratiquez-vous pas une politique systématique d'appel qui a pour résultat de retarder les décisions attendues par les pensionnés ? Je vous le redis chaque année et chaque année j'espère un changement. Hélas ! il n'y en a pas.

Dans le domaine des modifications, vous avez annoncé — et il convient de vous en savoir gré — que certaines forclusions allaient être levées, notamment pour les catégories qui ont le plus souffert, à savoir les déportés et les internés. En toute objectivité, je tiens à vous en féliciter, de même que des quelques mesures de détail auxquelles les deux rapporteurs ont fait allusion et de celle, nouvelle, que vous venez d'annoncer comme devant intervenir par lettre rectificative. C'est la preuve, après tout, que la voix du Parlement peut encore se faire entendre, ce dont nous nous réjouissons.

Sans vouloir, quant à moi, établir de distinction entre la majorité et ceux qui ne pratiquent pas un soutien continu du Gouvernement, permettez-moi, monsieur le ministre, de vous dire que j'ai été choqué, dans votre intervention, lorsque vous avez déclaré que « vous répondiez à l'appel des membres de la majorité ».

Existait-il une distinction au combat, monsieur le ministre, entre les victimes de guerre ? Voilà la question à poser. (*Vives protestations sur les bancs de l'U. N. R.-U. D. T. — Applaudissements sur les bancs du centre démocratique, du rassemblement démocratique et du groupe socialiste.*)

M. Henri Duvillard. Ce sont des arguments électoraux.

M. René Laurin. Votez le budget ! Il n'établit pas de distinction !

M. Lionel de Tinguy. Je crois avoir touché juste à en juger par vos réactions, messieurs. Il n'y a jamais que la vérité qui blesse ! (*Exclamations sur les bancs de l'U. N. R.-U. D. T.*)

M. Marius Durbet. Nous ne sommes pas blessés !

M. Lionel de Tinguy. Je reviens aux problèmes soulevés par ce projet de budget, notamment à la suppression de 600 emplois à l'office des anciens combattants.

Vous n'en prétendez pas moins, monsieur le ministre, que l'office continuera à fonctionner dans les mêmes conditions et vous envisagez même une amélioration de ses services. Vous devez être le seul de cette opinion car je n'ai entendu personne en commission émettre une telle prétention. (*Exclamations sur les bancs de l'U. N. R.-U. D. T.*)

Si je me trompe, messieurs, je vous donne rendez-vous devant les associations d'anciens combattants, qui suivent ces problèmes au jour le jour. (*Mouvements divers sur les bancs de l'U. N. R.-U. D. T. — Applaudissements sur les bancs du centre démocratique, du rassemblement démocratique, du groupe socialiste et du groupe communiste.*)

Pourquoi avoir fait des économies sur les crédits sociaux dont on sait ce qu'ils représentent, de l'avis général, pour des anciens combattants de 1914-1918, parfois malades, démunis de ressources et qui doivent vivre avec une retraite, ô combien insuffisante ! de un ou deux francs par jour ?

M. Guy Sabatier. Pas tant de trémolos !

M. Lionel de Tinguy. Est-ce vrai ou n'est-ce pas vrai ? (*Dénégations sur les bancs de l'U. N. R.-U. D. T.*)

M. Robert Calmejane. C'est faux !

M. Henri Duvillard. Vous n'avez pas écouté le ministre.

M. René Laurin. Monsieur de Tinguy, permettez-moi de vous interrompre.

M. le président. Non, monsieur Laurin. Même si M. de Tinguy vous autorisait à l'interrompre, je ne vous donnerais pas la parole.

Poursuivez, monsieur de Tinguy.

M. René Laurin. Il n'y a que la vérité qui gêne.

M. Lionel de Tinguy. Une économie sur les crédits sociaux est, à mes yeux, encore beaucoup plus critiquable qu'une économie sur la gestion administrative.

Je vois à son banc M. le secrétaire d'Etat au budget. Je me souviens du dialogue que j'ai eu avec lui, au début de la discussion budgétaire en commission. Je lui ai fait remarquer qu'on faisait bien peu d'économies cette année. Je dois reconnaître qu'il a loyalement admis avec moi que la formule des crédits votés mettait l'accent beaucoup moins sur les mesures antérieures que sur les mesures nouvelles, et que c'était vraiment regrettable.

Mais il y a une exception, c'est le budget des anciens combattants, le seul sur lequel on fasse des économies à la fois sur les crédits sociaux et sur les crédits d'administration, et des économies massives puisqu'elles vont jusqu'à la fermeture de services qui ont jusqu'à présent donné toute satisfaction. C'est ainsi qu'on va supprimer une école d'horticulture, alors qu'on sait que l'on manque en France d'établissements de ce genre. Il est vrai que la mesure est dirigée non pas contre l'horticulture, mais contre l'office. (*Murmures sur les bancs de l'U. N. R.-U. D. T.*) Sinon, pourquoi ne pas transférer cette école au ministère de l'agriculture, dont les établissements spécialisés manquent de place en permanence ?

M. Guy Sabatier. On n'a pas besoin d'horticulteurs de quatre-vingts ans !

M. Lionel de Tinguy. Il n'y a pas là de quoi choquer qui que ce soit. C'est l'avis de tous ceux qui connaissent le problème.

Rien d'étonnant, donc, à ce que, au vu de semblables mesures, le pays se soit vivement inquiété.

Ma collègue, Mme de la Chevrière, que la limitation du temps de parole a empêchée de monter à cette tribune (*Murmures sur les bancs de l'U. N. R.-U. D. T.*)...

M. Robert-André Vivien. Vous avez dépassé le vôtre.

M. Lionel de Tinguy. ... aurait voulu exposer la position du conseil général de son département des Deux-Sèvres qui, comme beaucoup d'autres conseils généraux, a pris fait et cause pour les anciens combattants.

Nombre de conseils municipaux, sachant que la réduction des crédits sociaux de l'office des anciens combattants allait se traduire par une surcharge pour les bureaux d'aide sociale, ont également protesté.

M. Guy Sabatier. Qu'ils s'occupent donc de leurs affaires !

M. Lionel de Tinguy. Les anciens combattants unanimes, sans distinction de tendance, au cours d'une réunion très digne à laquelle participait, d'ailleurs, un membre du Conseil constitutionnel, M. le président Cassin — ce qui, après tout, est une garantie — ont exprimé eux aussi leur opposition.

La protestation émise par le président Cassin inspirera précisément ma conclusion.

En commission des finances M. le rapporteur a dénoncé, j'allais dire le trucage des chiffres. Vous avez essayé, cet après-midi, monsieur le ministre, de nous démontrer leur sincérité. Vous affirmez notamment que de nouveaux pensionnés remplacent les anciens, quelquefois avec des taux majorés.

Il se peut que votre argumentation soit assez solide en ce qui concerne les crédits de pension. Elle est sûrement fautive en ce qui concerne les crédits de la retraite du combattant puisque, vous le savez, les jeunes combattants ont un taux de pension beaucoup moins élevé que celui des pensions des combattants de 1914-1918. J'ai fait le calcul. Il n'est prévu que 2,6 p. 100 de réduction. Est-ce là le pourcentage des décès des anciens combattants de 1914-1918, pour qui, hélas ! les fatigues de la guerre se sont ajoutées à celles de la vieillesse ?

Dans les deux commissions, une très large majorité, pour ne pas dire l'unanimité, s'est affirmée pour critiquer vos chiffres et pour demander un effort nouveau en faveur des anciens combattants.

Le président Cassin a écrit, dans un article publié à l'issue de la réunion du Palais d'Orsay.

« C'est un problème d'honneur et de justice. Ces deux mots n'ont-ils plus de place dans la conscience populaire et les décisions des pouvoirs publics ? Je ne veux pas le croire. »

Je ne veux pas le croire plus que lui. C'est pourquoi j'espère, mes chers collègues, que nous saurons, sans distinctions partisans, demander au Gouvernement de revoir ses positions. (Applaudissements sur les bancs du centre démocratique, du rassemblement démocratique, du groupe socialiste et du groupe communiste.)

M. le président. La parole est à M. Duraffour.

M. Paul Duraffour. Mesdames, messieurs, malgré les propos optimistes que vient de tenir M. le ministre des anciens combattants et les améliorations incontestables qui ont été apportées, j'exprimerai toute l'amertume que, cette année encore, les anciens combattants ont ressentie à l'examen de ce budget.

Les deux minutes de temps de parole qui me sont imparties m'obligeront à évoquer trop brièvement les raisons du mécontentement et de l'inquiétude des anciens combattants.

Leurs doléances, vous les connaissez, monsieur le ministre : elles ne sont, hélas ! pas nouvelles. Il s'agit de l'aménagement équitable de la retraite, de l'application loyale du rapport constant, de la réalisation complète du plan quadriennal prévu par l'article 55 de la loi de finances de 1962, enfin de la levée totale des forclusions encourues.

Mais ce sont les mesures atteignant l'office national qui suscitent aujourd'hui le plus d'émotion chez les anciens combattants.

Les 600 postes qui sont supprimés pouvaient être répartis, au prorata des effectifs actuels, sur l'ensemble des services relevant de votre ministère, grâce à une simplification des formalités et des procédures administratives ainsi qu'à une révision des attributions.

Il y a plus : vous aviez prévu, monsieur le ministre, une réduction de 2.500.000 francs des crédits sociaux mis à la disposition de l'office, qui accorde aux plus nécessiteux des secours, des prêts ou des subventions. Vous venez de nous annoncer que vous limitez la réduction à 1.500.000 francs. Nous vous demandons instamment de rétablir intégralement le crédit.

La situation de beaucoup de victimes de guerre, en général de condition fort modeste, est telle, les cas douloureux sont si nombreux, que, par exemple, le conseil général de mon département, ému par cette situation, a dû, cette année, doubler le montant de la subvention qu'il attribue chaque année au service départemental des anciens combattants et que, dans ce même département, les communes ont été invitées, il y a un mois, par la voie officielle d'une circulaire préfectorale, à voter une subvention substantielle destinée au service des anciens combattants.

Ne pensez-vous pas, monsieur le ministre, que si les collectivités locales, déjà accablées, peuvent faire face à un effort de solidarité, ce n'est pas à elles de se substituer à l'Etat, qui a le devoir impérieux d'aider les victimes de guerre ?

Je vous demande donc de rétablir ces crédits. Ne doutez pas qu'ils seront utilement employés. D'autres crédits pourraient être dégagés. C'est ainsi que, pour les arrérages des pensions, étant donné la diminution annuelle des parties prenantes, les dépenses devraient être inférieures à ce qu'elles sont, même en tenant compte des réévaluations nécessaires. Les économies réalisées pourraient servir à l'amélioration de la situation des anciens combattants les plus défavorisés.

Enfin, monsieur le ministre, je joins d'ores et déjà ma voix à celle des collègues qui vous demanderont tout à l'heure que soit reconnu aux anciens combattants d'Algérie le titre d'ancien combattant. Nous vous le demandons instamment, au nom de leurs blessés et de leurs 24.000 morts. On ne saurait, sous des prétextes aujourd'hui dépassés, leur refuser plus longtemps non pas cette faveur, mais ce droit.

Il serait facile, monsieur le ministre, de prélever dans les dépenses stériles du budget de l'Etat les crédits, peu considérables d'ailleurs, qui permettraient d'apaiser une fois pour toutes le mécontentement légitime des anciens combattants et de leur rendre enfin, sans mesquinerie, sans parcimonie, avec générosité, la justice qui leur est due. (Applaudissements sur les bancs du rassemblement démocratique, du centre démocratique et du groupe socialiste.)

M. le président. La parole est à M. Tourné. (Applaudissements sur les bancs du groupe communiste et sur plusieurs bancs du groupe socialiste.)

M. André Tourné. Mesdames, messieurs, nous avons écouté avec beaucoup d'intérêt les deux rapporteurs, qui ont fait

apparaître assez clairement le mécontentement manifesté tant par la commission des finances que par la commission des affaires culturelles, familiales et sociales, à l'examen du budget des anciens combattants.

Nous avons également écouté M. le ministre avec une grande attention et la complexité de sa tâche ne nous a pas échappé lorsqu'il a dû plaider ce difficile dossier.

Comment d'ailleurs pourrait-il en être autrement puisque le contentieux qui oppose les anciens combattants au Gouvernement reste entier, qu'il s'agisse de l'article 55 de la loi de finances pour 1962, du décret du 26 mai 1962, qui a dénaturé le rapport constant, qu'il s'agisse des forclusions en général, de la reconnaissance de la qualité de combattant pour les soldats d'Algérie, ou de la discrimination qui fait qu'une même carte et des droits égaux donnent lieu à des retraites différentes ?

Rien de nouveau, en effet, ne figure dans votre budget, qui est mauvais et qui n'aurait pas dû être présenté comme il l'a été. Les seules mesures nouvelles, on l'a déjà dit, se traduisent seulement par l'alignement du code des pensions d'invalidité sur le code des pensions civiles et militaires, pour une dépense de 3.950.000 francs, alors que, d'autre part, on enregistre un abatement de 6.100.000 francs concernant le personnel des offices et les crédits sociaux de cet important service public. Et l'on ose nous dire que le budget est en augmentation ! Je vous en prie, ne trichez pas avec la vérité ! Cette prétendue augmentation ne correspond pas à autre chose qu'à la variation du coût de la vie et à l'application du rapport constant.

Je prétends qu'on ne s'est jamais moqué des anciens combattants comme on le fait aujourd'hui ! Et, en formulant de tels propos, je ne crois pas faire preuve de mauvais esprit ! Ce sont, hélas ! vos propres chiffres qui me donnent raison.

Dans ce domaine, il s'agit donc non pas de politique de stabilité, mais bien de politique d'austérité !

Or l'argent existe, et je le prouverai tout à l'heure.

Vous avez tenté de vous justifier en prétendant que nous avions effectué nos calculs, concernant le nombre des décès, en prenant pour base la masse des parties prenantes figurant dans votre budget mais en ne tenant compte que de l'âge des ressortissants de la guerre 1914-1918.

Il n'en est rien ! Nous n'avons jamais procédé ainsi et, d'ailleurs, nous ne nous y risquerions pas car notre argumentation serait trop faible.

Quel est l'âge moyen des combattants de la guerre 1914-1918 ? Il y en a d'ailleurs ici, sur divers bancs de cet hémicycle. Leur âge est de soixante-huit ans à quatre-vingt-douze ans.

Quel est, d'autre part, le taux de mortalité des Français, anciens combattants ou non, dont l'âge est compris entre soixante-huit ans et quatre-vingt-douze ans ? S'il s'agit d'hommes, ce taux est de 13 p. 100 ; s'il s'agit de femmes, il est de 11 p. 100. Ces chiffres figurent dans les documents du service national de la statistique du ministère des finances. Ils sont donc irréfutables.

Les anciens combattants de la guerre 1914-1918 étaient, avez-vous dit, au nombre de 829.478 en 1963. Un simple calcul montre que 90.000 parties prenantes au moins disparaissent chaque année.

D'un autre côté, les ascendants de la guerre 1914-1918 ont pratiquement tous disparu : leur âge se situerait entre quatre-vingt-douze ans et cent dix ans ! Sinon, cela signifierait, à vous entendre, que parce qu'on a été ancien combattant, parce qu'on est invalide de guerre on est marqué du sceau de l'éternité !

Ce n'est pas sérieux.

Considérons, maintenant, les autres ressortissants, c'est-à-dire les combattants de la guerre de 1939-1945 : ils ont, aujourd'hui, entre quarante-deux ans et soixante-dix ans. Leur taux de mortalité est de 3 p. 100, comme pour les autres Français.

Pour la totalité cela donne un taux de mortalité d'au moins 7 p. 100. Or, monsieur le ministre, vos statistiques, dont il est fait état dans le rapport de M. Béraud, tendraient à démentir que l'effectif des parties prenantes de votre budget n'a diminué que de un quatre-vingt-douzième.

On nous objectera sans doute que nous ne tenons pas compte des pensions nouvelles qui ont été concédées.

Là encore nous pouvons vous apporter tous les renseignements désirables. Nous les avons recueillis à la source, c'est-à-dire auprès du ministre des finances. A cet effet je lui ai posé une question écrite. La réponse qu'il m'a faite le 2 avril 1965 est très nette et elle figure au *Journal officiel* : 31.659 pensions nouvelles ont été concédées.

Mais, interrogé sur d'autres points, M. le ministre des finances est beaucoup plus prudent. Il reste même muet comme une carpe ! C'est ainsi que, invité à nous faire connaître le nombre des pensions rayées du grand livre de la dette publique de 1956 à 1964 à la suite du décès des parties prenantes, il nous

a donné une excellente réponse pour la période antérieure à 1962. Mais je ne saurais vous dire, mesdames, messieurs, combien de parties prenantes ont disparu à partir de 1962.

On possède bien les chiffres de 1964 pour les nouvelles pensions concédées mais on n'en a aucun au-delà de 1961 pour les pensions éteintes par suite de décès. Si vous ne me croyez pas, reportez-vous au *Journal officiel*, débats de l'Assemblée nationale, du 21 août 1965 !

Une telle situation n'est pas claire. Il conviendrait d'interrompre cette discussion et de renvoyer l'examen des crédits du ministère des anciens combattants devant les commissions, en vue de préciser les divergences qui existent entre les anciens combattants et le Gouvernement.

D'autre part, nous avons la preuve que l'argent nécessaire pour résoudre, non pas tous les problèmes, certes, mais un bon nombre, peut être trouvé dans ce budget.

A qui fera-t-on croire qu'en 1965 — et la question est posée dans le rapport de M. Fossé — il était possible d'opérer un abattement de 151.700.000 francs et qu'en 1966 on ne peut abattre que 34 millions ? Est-ce à dire qu'on meurt moins à présent que l'année passée ?

Non, il y a quelque chose qui ne va pas, c'est vrai. Des chefs de service, des employés éminents des services financiers du ministère des anciens combattants m'ont dit : en effet, il y a quelque chose qui « cloche ».

Ce qui « cloche », c'est que pour justifier certains refus, on veut présenter chaque année un budget en augmentation. Or, comme il s'agit d'un budget évaluatif et qu'il ne joue que pour l'année en cours, ce qui reste va ailleurs au lieu de bénéficier aux anciens combattants.

Mesdames, messieurs, je conclus. En ce qui nous concerne, nous vous demandons de suivre vos deux commissions, de refuser de voter les crédits du titre III et de les renvoyer devant les commissions afin que, cette fois-ci, le contentieux qui oppose les anciens combattants au Gouvernement soit en partie réglé. Je le répète, les crédits existent. (*Applaudissements sur les bancs des groupes communiste, socialiste et du rassemblement démocratique.*)

M. le président. La parole est à M. Darchicourt. (*Applaudissements sur les bancs du groupe socialiste.*)

M. Fernand Darchicourt. Monsieur le ministre, vous vous êtes présenté devant cette Assemblée, rempli de satisfaction, parce que, avez-vous dit, votre budget se présentait une fois de plus en augmentation par rapport aux années précédentes.

Nous nous demandons ce qu'il peut y avoir d'extraordinaire dans tout cela : les chiffres de votre budget ne sont que le résultat de l'application de la loi, sans plus. Nous ne voyons pas qu'il y ait là matière à se glorifier ; en la circonstance, en votre qualité de ministre responsable, vous n'avez fait que votre devoir en respectant la loi. C'est le contraire qui serait étonnant et nous en parlerons tout à l'heure à propos d'un autre texte législatif que, depuis quatre ans, vous refusez d'appliquer.

Monsieur le ministre, de tous les projets de budget qui ont déjà été discutés ou qui le seront, le vôtre est le plus mauvais. J'ajoute que jusqu'à ce jour jamais aucun budget n'avait été aussi négatif concernant les droits des anciens combattants.

Quand on analyse ce que vous proposez pour 1966, que trouve-t-on ?

En ce qui concerne les mesures nouvelles, deux dispositions. En vertu de la première les veuves de guerre remariées redevenues veuves ou divorcées ou séparées de corps à leur profit pourront recouvrer leurs droits à pension sans condition d'âge ou de ressources. Mesure de portée limitée, puisqu'elle n'intéresse que mille personnes environ. Elle ne constitue qu'une simple harmonisation avec le code des pensions civiles et militaires. En fait ce n'est qu'une mesure d'ordre.

La seconde disposition nouvelle envisagée vise à ramener de 25 à 15 ans la durée minimale de mariage et de soins pour prétendre à l'allocation spéciale accordée aux veuves de très grands invalides. A peine 300 personnes seront bénéficiaires de cette mesure.

Mille personnes d'un côté, trois cents de l'autre, au total 1.300 personnes sur les millions de ressortissants de votre ministère.

Voilà pour le prétendu « positif », positif entre guillemets ; un positif qui dans la balance ne fait pas le poids face au « négatif » de votre projet de budget.

Le négatif ? Eh bien, c'était d'abord la réduction de 2 millions 500.000 francs, ramenée, avez-vous dit il y a un instant, à un

million, ce qui ne change rien quant au fond, sur le chapitre des dépenses sociales de l'office national, et c'est aussi, pour cet organisme, la suppression de 600 emplois.

Il n'est personne dans cette Assemblée, même parmi ceux qui soutiennent habituellement le Gouvernement, pour vous approuver sur ce point, car chacun a compris que l'arrière-pensée et le calcul qui accompagnaient ces dispositions c'est l'asphyxie lente de l'office, c'est la mise en cause de son existence même. C'est si vrai que la commission des finances et la commission des affaires sociales ont rejeté le titre III de votre projet de budget à ce propos.

D'ailleurs depuis qu'on parle de cette affaire, vous vous débâtez comme le « diable dans le bûcher ». Le 29 juin dernier, le conseil d'administration de l'office national unanime vous a exprimé son anxiété devant une mesure qui semblait devoir atteindre l'Office. Dans un communiqué publié quelques jours après, le 9 juillet, vous avez démenti les bruits qui avaient couru à ce sujet, en précisant que « si des mesures sont envisagées en vue d'adapter les moyens de l'Office national aux tâches qui restent à accomplir, elles ne pourront avoir ni l'ampleur ni la signification que certains voudraient aujourd'hui leur donner ».

Or le 1^{er} octobre dernier, avant tout examen de votre projet de budget par les commissions compétentes de notre Assemblée, une circulaire de M. le ministre d'Etat chargé de la réforme administrative, avertissait tous les départements ministériels de la suppression de 300 emplois à l'Office national. J'en possède ici un exemplaire.

Le procédé, avouez-le, est quelque peu singulier : on applique une mesure avant même qu'elle ait été soumise à l'examen du législateur. Curieuse conception de l'exécutif à l'égard des élus de la nation ! En un mot, au bon vouloir du conseil d'administration vous avez fait la réponse du bon plaisir.

Or, aujourd'hui, je me répète, vous allez supprimer 600 emplois dans les services de l'Office national et des offices départementaux ; vous allez réduire de 100 millions d'anciens francs la dotation sociale de ce même Office, ce qui va limiter considérablement ses interventions pour venir en aide à ses ressortissants. Ceux-ci ne pouvant plus être secourus par leur Office, se retourneront vers leur bureau d'aide sociale. Voilà encore un transfert de charges au détriment de nos communes !

Voulez-vous nous dire comment vous pouvez concilier ces mesures budgétaires avec les termes de votre communiqué du 9 juillet qui affirmait que l'Office national n'était pas menacé dans son existence même ?

Dans le même ordre d'idées, le 30 juin 1964, le conseil d'administration, toujours unanime, adoptait de nouveaux critères qu'il recommandait à votre bienveillante attention pour une plus juste répartition de la subvention d'action sociale aux associations de ressortissants. C'est à partir de ces critères que le conseil d'administration adopta, également à l'unanimité, le 3 décembre 1964, une répartition chiffrée entre les associations qui s'étaient mises en instance pour recevoir une telle subvention au titre de l'année 1964.

Si mes renseignements sont exacts, il semble que vous n'avez pas tenu compte de cet avis du conseil d'administration unanime de l'Office national dont les membres sont des représentants qualifiés des grandes familles d'anciens combattants et victimes de guerre. Pouvez-vous nous dire les raisons de votre attitude ?

Vous entendez proroger pour un an le délai de conclusion pour les anciens déportés et internés. Nous nous félicitons de cette mesure, mais pourquoi ne l'étendez-vous pas aux autres catégories de ressortissants de votre ministère ?

Vous avez accordé le bénéfice de la retraite anticipée aux anciens déportés au titre du régime général de la sécurité sociale ; mais pourquoi refusez-vous ce même avantage aux anciens déportés qui travaillent dans certaines entreprises nationales telles que les Charbonnages de France, par exemple ?

En bref, votre projet de budget pour 1966, comme tous ceux que l'on nous a proposés depuis sept ans, démontre que les anciens combattants et victimes de guerre sont les mal-aimés du pouvoir.

Oui, les mal-aimés du pouvoir, et il est facile d'en fournir la preuve. D'ailleurs, les associations elles-mêmes vous l'ont démontré en refusant, depuis plusieurs années, d'assister aux manifestations officielles ou se trouvant représenté le Gouvernement. Ce geste n'était pas de leur part une « bouderie » ; c'était leur manière de protester contre le peu de cas que faisait le pouvoir de leurs doléances.

Et de ce septennat qui touche à sa fin, quelles caractéristiques essentielles peut-on dégager ?

Vous avez remis en cause le 31 décembre 1958, le général de Gaulle. Le 31 décembre 1965, le Gouvernement, invitait,

je dis bien invitait, les anciens combattants à faire abandon de leur retraite ; mais, quelques jours plus tard, par une ordonnance, on passait de l'invitation à la contrainte et l'on supprimait leur retraite à tous, sauf à quelques catégories d'invalides ou d'économiquement faibles.

Cette décision, aussi injuste que maladroite, faisait lever le vent de la colère dans le monde des anciens combattants. Devant sa protestation, on proclamait, à l'époque, que « le pouvoir ne reculerait pas ». Il lui a bien fallu reculer cependant puisqu'il dut rétablir les anciens combattants de la guerre 1914-1918 dans la totalité de leurs droits.

Il n'en reste pas moins que le pouvoir maintient à l'encontre des anciens combattants de la guerre 1939-1945 et des anciens des théâtres d'opérations extérieures une disposition discriminatoire intolérable. La carte du combattant étant la même pour tous et attribuée dans les mêmes conditions à tous, elle doit, selon nous, conférer les mêmes droits, tant sur le plan moral que sur le plan matériel.

Pour justifier votre refus de rétablir l'égalité des droits à la retraite, vous invoquez divers prétextes, entre autres celui de l'incidence financière. Cet argument a fait long feu puisque la preuve a été faite que la moyenne d'âge actuelle des anciens combattants de 1939-1945 ne dépasse pas cinquante-sept ans et que c'est seulement dans huit ans environ que ces derniers pourraient bénéficier de leur retraite. Il n'y a donc aucune incidence financière supplémentaire à craindre ni pour le présent, ni pour l'avenir, compte tenu des taux de mortalité chez les anciens combattants de toutes générations. C'est probablement pour cette raison aussi que vous invoquez maintenant « la législation sociale qui a, selon vous, généralisé les systèmes de retraite à base contributive ou, à leur défaut, l'aide aux personnes âgées ».

Cet argument n'est pas meilleur que les précédents si l'on sait que l'armée française était composée pour une bonne partie d'agriculteurs. Or, que je sache, ces derniers ne bénéficient ni du régime général de la sécurité sociale en matière de retraite professionnelle, ni d'aucune autre institution de caractère similaire. La retraite du combattant, comme le droit à pension sont des droits à réparation que personne ne peut effacer du grand livre de la dette publique. Ce code d'honneur de la patrie, vous n'avez pas le droit d'y toucher. (*Applaudissements sur les bancs du groupe socialiste.*)

Autre discrimination qui aura été l'œuvre du septennat que je mets en cause : les pensionnés des pays anciennement associés à la France continuent, en nombre accru, de subir les effets du fameux article 71 de la loi de finances pour 1960. Ils sont moins bien traités, en fait, que les autres étrangers servant dans l'armée française. Leurs pensions sont toujours au taux de 1960. Pour eux, pas de rapport constant, pas de possibilité de se mettre en aggravation, et leurs veuves n'ont plus droit à la pension de reversion. Et pourtant, monsieur le ministre, c'est vous-même qui déclariez à cette tribune, à l'occasion du budget de 1963 — autant que ma mémoire soit fidèle — que l'article 71 ne serait pas appliqué aux anciens combattants.

Il est appliqué cependant. Les hommes qui en sont les victimes ont combattu à nos côtés, ils ont servi la France sous l'uniforme français, sous les plis du drapeau français. Nous réclamons pour eux : à invalidité égale, pension égale. Maintenir la discrimination actuelle est une injustice qu'au nom de la fraternité combattante nous nous devons de dénoncer.

Monsieur le ministre, vous avez parlé des veuves de guerre. Voyez un peu quel sort vous leur avez réservé depuis le début de ce septennat qui touche à sa fin.

M. Albert Marcenet. Monsieur Darchicourt, voulez-vous me permettre de vous interrompre ?

M. Fernand Darchicourt. Bien volontiers.

M. le président. La parole est à M. Marcenet avec l'autorisation de l'orateur.

M. Albert Marcenet. N'oubliez pas, monsieur Darchicourt, que c'est du budget que nous discutons en ce moment, et non pas du septennat. Je pense que vous et vos amis devriez, lorsque vous parlez du septennat, faire preuve d'un peu plus de discrétion et attendre le 5 décembre prochain. Le 6 au matin, vraisemblablement la nation française aura jugé. (*Applaudissements sur les bancs de l'U. N. R.-U. D. T. — Exclamations sur les bancs du groupe socialiste.*)

M. Fernand Darchicourt. Monsieur Marcenet, votre ministre, le Gouvernement que vous soutenez, la majorité dont vous faites partie, se plaisent à chaque propos de souligner les efforts qu'ils ont pu faire depuis 1959. J'ai tout de même le droit, au nom de l'opposition, de rétablir la vérité...

M. Albert Marcenet. Votre vérité !

M. Fernand Darchicourt. ...de regretter que, en ce qui concerne les victimes de la guerre, le bilan de votre action ne soit pas positif, et que votre septennat ait été, au contraire, utilisé à l'encontre de leurs intérêts. (*Protestations sur les bancs de l'U. N. R.-U. D. T. — Applaudissements sur les bancs du groupe socialiste.*)

Monsieur le ministre, voyons ensemble le sort réservé à ces veuves de guerre dont vous parliez il y a quelques instants. Dans la hiérarchie des urgences, c'est l'une des catégories les plus nécessaires et, pourtant elle a été bien peu présente dans vos préoccupations.

Quelques chiffres étayeront ma démonstration ; ils se passeront, hélas, de commentaires.

Parlons, par exemple, des suppléments familiaux. En janvier 1954, ils atteignaient — en application du plan quadriennal — les indices suivants : 80 points pour le premier enfant ; 80 points pour le second enfant ; 160 points pour les suivants.

En 1956 et 1957 — car en 1955 aucune revalorisation n'était intervenue et il s'agissait alors je crois d'un Gouvernement auquel appartenait M. Triboulet — les deux premiers enfants obtiennent une revalorisation de 20 points, soit 62,80 francs actuels par an.

En 1958 et 1959, aucune revalorisation.

En janvier 1960, les deux premiers enfants obtiennent une revalorisation de 5 points, soit 22,20 francs actuels par an.

En 1961 : aucune revalorisation.

En 1962 : les deux premiers enfants obtiennent une revalorisation de 5 points, soit 26,20 francs actuels par an.

En 1964 et 1965, aucune revalorisation.

Quant aux veuves au taux normal, en juillet 1956, leur pension en application du plan quadriennal, atteint 441 points.

En 1958 et 1959, aucune revalorisation.

En décembre 1960 : un point et demi de revalorisation, soit 6,80 francs actuels par an, c'est-à-dire à peine deux anciens francs par jour.

En 1962 : aucune revalorisation.

En 1963 : 6 points, soit 34,68 francs actuels, c'est-à-dire moins de 10 anciens francs par jour.

En 1964 : aucune revalorisation.

En janvier 1965 : 3 points de revalorisation, soit 19,47 francs actuels par an, quelque chose comme 5 anciens francs par jour. Tout cela se passe évidemment de commentaires !

M. Jean-Louis Gasparin. Qu'avez-vous fait quand vous étiez au pouvoir ?

M. Fernand Darchicourt. Qu'est-ce encore que ce septennat ? Après avoir mis en cause les droits acquis sur le plan de la retraite du combattant et après avoir négligé le sort des veuves — ainsi que je viens de le démontrer — vous avez décrété que le 8 mai ne serait plus jour férié, ce qui est encore une discrimination par rapport à nos aînés de 1914-1918 et à leur 11 novembre.

Au cours de ce septennat, vous avez triché aussi et de la manière la plus formelle. Les rapatriés à leur retour, en 1945, ont déposé des marks. Pour leur remboursement, en vertu d'un accord international, l'Allemagne occidentale a mis à la disposition de la France un crédit de 2.069 millions d'anciens francs. Les marks, dans la limite de 500, ont d'abord été remboursés au taux de 6 anciens francs, puis en 1957 à 15 anciens francs.

Malgré cela, il a existé un reliquat de 1.200 millions. Qu'en avez-vous fait ? Tout simplement, et au mépris des droits des rapatriés, vous les avez engloutis dans les fonds de l'Etat. Vieille querelle qui n'est pas close entre vous, monsieur le ministre, et nous-mêmes.

Une lettre, en date du 16 novembre 1959, de M. le directeur du cabinet de M. Triboulet, ministre des anciens combattants de l'époque, informait officiellement le secrétaire général de la fédération nationale des combattants et prisonniers de guerre qu'il s'était opposé de manière non équivoque au versement au Trésor de ce solde créditeur, ce qui démontre bien que nous avons raison.

Depuis cette lettre, les données du problème n'ont absolument pas changé. Nous continuons de dire que cet argent est la propriété des rapatriés et non celle de l'Etat et que le Gouvernement s'est rendu coupable d'un véritable détournement de fonds par rapport à leur destination d'origine. (*Applaudissements sur les bancs du groupe socialiste.*)

Et ce septennat, qu'est-ce encore ? C'est le refus brutal d'envisager de reconnaître la qualité de combattants aux anciens d'Algérie. Pourtant, la guerre d'Algérie, c'est 22.000 de nos jeunes gens tués, tombés au champ d'honneur. Ce sont des milliers de blessés de guerre et de pensionnés à ce titre. 22.000 tués !

S'il y a eu des tués, c'est qu'il y a eu des combats, et, s'il y a eu des combats, il y a eu nécessairement des combattants.

Pourquoi leur refuser cette qualité ? Le ministère des armées a des cartes où figurent les zones opérationnelles. Pourquoi, comme on l'a fait pour les anciens d'Indochine et en fonction de ces zones opérationnelles, ne pas déterminer des critères qui serviraient à l'attribution de la carte du combattant ? Oui, pourquoi refuser aux anciens d'Algérie qui se sont battus le droit d'être admis au sein de la grande famille des anciens combattants ? L'ostracisme dont vous faites preuve en la circonstance n'est compris par personne. Car quiconque est de bonne foi et raisonne avec bon sens ne peut vous approuver.

M. le président. Monsieur Darchicourt, je dois vous faire observer que vous avez épuisé votre temps de parole.

M. Fernand Darchicourt. Je dispose de vingt minutes, monsieur le président. Or j'ai commencé à parler il y a un quart d'heure.

M. le président. Non, monsieur Darchicourt, je ne vous induis pas en erreur. Croyez-moi, vous avez dépassé votre temps de parole de deux minutes. Je vous invite à conclure.

M. Fernand Darchicourt. J'en ai encore pour cinq à six minutes !

M. le président. Non ! Vingt-neuf orateurs sont encore inscrits dans la discussion, ce qui la prolongera fort tard dans la nuit.

Or l'expérience nous a suffisamment appris qu'après leurs interventions la plupart des orateurs quittaient cet hémicycle pour vaquer à d'autres occupations et que la discussion s'achevait devant un très petit nombre de députés.

Je suis obligé de faire respecter le temps de parole de chacun. Ayant déjà bénéficié du temps de parole de M. Laurent, vous disposez de vingt minutes que vous avez dépassées de deux minutes. C'est pourquoi je vous invite à conclure.

M. Fernand Darchicourt. Sur le plan des retraites mutualistes il vous a été demandé, monsieur le ministre, de porter la limite à 1.200 francs par an, c'est-à-dire vingt fois seulement ce qu'elle était avant guerre. L'incidence budgétaire de cette mesure serait minime. Par ailleurs, en incitant les anciens combattants à accroître leur effort d'épargne, elle aurait pour conséquence d'élargir les possibilités d'emprunt des collectivités locales auprès des organismes mutualistes chargés de constituer ces retraites. Pourquoi ne le faites-vous pas ?

Le septennat, c'est aussi une interprétation restrictive de la loi en matière de rapport constant des pensions avec les traitements de fonctionnaires.

Bien sûr, me répondez-vous, le Conseil d'Etat a pris un arrêté récent à ce sujet. Il n'en est pas moins vrai que par rapport aux lois d'origine, au mépris de l'esprit du législateur, le décret du 26 mai 1962 a provoqué un décalage de 9,30 p. 100 aux dépens des pensionnés. Bien que vous l'avez reconnu vous-même, monsieur le ministre, l'année dernière devant l'Assemblée de l'amicale parlementaire des anciens combattants, vous maintenez votre position.

Enfin, qu'est-ce que le septennat à l'égard de l'ensemble des catégories d'anciens combattants ? C'est le refus d'appliquer la loi. En décembre 1961 a été voté dans cette Assemblée un amendement que je présentais au nom du groupe socialiste et qui devint l'article 55 de la loi de finances pour 1962. Par cet article, à partir de 1963, devait être appliqué un plan quadriennal de financement des solutions à apporter aux problèmes issus de la guerre, de la captivité et de la déportation. 1966, qui devait en être la dernière année d'application, n'en sera même pas la première !

Ne nous dites pas, pour justifier ce refus, que l'incidence financière serait trop lourde. L'an dernier la démonstration vous a été faite que d'une année sur l'autre quinze milliards d'anciens francs votés n'avaient pu être utilisés. La raison en est simple : la table de mortalité fait hélas ! apparaître que 10 à 12 p. 100 des ressortissants de votre ministère décèdent dans l'année.

Selon nous, vous avez donc des disponibilités. Qu'attendez-vous pour vous en servir pour l'application, sinon en totalité du moins en partie, du plan quadriennal ? En vérité, vous ne le faites pas parce que vous ne voulez pas le faire.

De toute façon, la loi est la loi et nul homme, si haut placé soit-il ne peut se mettre au-dessus d'elle. Vous êtes tenu de la respecter et vous ne pouvez vous y soustraire. Elle s'impose à vous comme au simple citoyen ; sinon que signifierait le mot République ? Vous ne respectez pas la loi. Vous n'en avez pas le droit, nous vous dénonçons ce droit.

Ne tirez pas sur le « lampiste », disent vos amis. Vous seriez, selon eux, dans cette affaire, plus à plaindre qu'à blâmer car, toujours selon eux, vous voudriez bien, mais le ministre des finances vous l'interdirait.

C'est un argument que ne vaut que pour les naïfs. Il ne peut y avoir un ministre des anciens combattants qui voudrait, mais qui ne peut pas, et un ministre des finances qui pourrait, mais qui ne veut pas. Il y a un Gouvernement dont les ministres sont solidaires et qui refuse d'appliquer la loi. Un point c'est tout. Nous ne vous plaindrons donc pas et nous vous blâmons comme nous blâmons le Gouvernement.

Tout récemment M. le Président de la République a reçu les représentants de certaines organisations d'anciens combattants. Il les a accueillis par ces mots : « Mes chers camarades, nous sommes tous des anciens combattants et nous avons sur le plan moral des devoirs ».

La morale, monsieur le ministre, c'est de ne pas tricher avec la loi quand elle a été votée, et le devoir est de respecter la volonté du Parlement quand elle s'est exprimée.

C'est le jugement porté par les récentes assises nationales du monde des anciens combattants où se trouvaient rassemblées l'Union française des anciens combattants, les amicales régimentaires et la fédération nationale des combattants et prisonniers de guerre, toutes unies pour condamner votre politique. C'est aussi le nôtre et, logiques avec nous-mêmes, nous repousserons vos propositions budgétaires. (Applaudissements sur les bancs des groupes socialiste et communiste et sur divers bancs.)

M. le président. La parole est à M. Bord. (Applaudissements sur les bancs de l'U.N.R.-U.D.T.)

M. André Bord. Mesdames, messieurs, le temps qui m'est imparti ne me permettra pas d'analyser ce budget, mais d'autres collègues du groupe U. N. R.-U. D. T. le feront après moi.

Je retiendrai pourtant, monsieur le ministre, que le titre IV est en augmentation, ce qui vous donnera incontestablement la possibilité d'exécuter les tâches qui sont les vôtres.

Je vous remercie également d'avoir accepté de donner suite à une requête importante : la levée de forclusion pour la demande de carte de déporté et interné de la Résistance.

Au nom des parlementaires mosellans et alsaciens, vous me permettrez de m'arrêter aux problèmes particuliers intéressant les anciens combattants alsaciens et mosellans. Ces problèmes sont complexes, difficiles et délicats. C'est une des raisons pour lesquelles a été constituée, avec votre accord — vous venez de le rappeler — une commission mixte qui, après un très large débat dans une atmosphère de compréhension réciproque, a décidé de retenir plusieurs problèmes en priorité.

Le premier de ces problèmes — vous l'avez évoqué dans votre intervention et je vous remercie immédiatement d'avoir accédé sur ce point au désir de la commission — est le règlement du paiement du pécule des prisonniers de la guerre de 1914-1918 aux Alsaciens et Mosellans.

Le deuxième problème est l'attribution de la carte de personne contrainte au travail aux requis du Reichsarbeitsdienst.

Le troisième problème — vous l'avez également mentionné — est la reconnaissance par l'Allemagne fédérale des incorporés de force et des patriotes résistants à l'occupation des départements du Rhin et de la Moselle comme victimes du nazisme.

J'ai appris avec satisfaction qu'au cours du débat sur le budget des affaires étrangères, M. le ministre des affaires étrangères avait répondu à notre collègue Borocco — et vous venez de le confirmer — que de nouvelles démarches allaient être entreprises auprès du gouvernement fédéral allemand par le Quai d'Orsay afin d'étudier la possibilité d'intégrer dans la loi fédérale le problème des incorporés de force alsaciens et mosellans.

Le quatrième problème est relatif aux expulsés et rapatriés.

Le cinquième est l'attribution du titre de réfractaire aux Alsaciens et Mosellans qui se sont soustraits à l'incorporation de force avant la date effective de l'appel.

Je voudrais à ce propos vous signaler le refus particulièrement significatif opposé par l'office — qui n'y est pour rien puisqu'il n'a fait qu'appliquer les textes — à un Alsacien qui, s'étant mutilé volontairement, n'avait pas eu, de ce fait, à se soustraire à un ordre d'incorporation dans l'armée allemande.

Il serait temps, monsieur le ministre, de prendre en considération le cas de ces hommes qui ont accepté de se mutiler volontairement pour se soustraire à l'incorporation de force et qui furent bien des réfractaires à l'incorporation dans l'armée allemande.

Il reste enfin le problème des bonifications.

Tels sont les points évoqués par la commission mixte et que nous vous devons de rappeler. Vous méritez en effet que l'on vous rende hommage du haut de cette tribune pour votre ténacité, votre parfaite connaissance de ces délicats problèmes au cours de ces discussions.

J'y associerai tous vos collaborateurs en les remerciant de l'aide précieuse qu'ils nous ont apportée au cours de ces réunions de travail.

Pourtant, monsieur le ministre, si ces problèmes sont encore évoqués en 1965, c'est sans doute parce qu'ils sont difficiles à résoudre, mais surtout parce que les gouvernements qui ont précédé celui auquel vous appartenez — je ne parlerai pas de septennat, monsieur Darchicourt — et qui ont été au pouvoir pendant treize années n'ont pas été capables de les régler. C'est un Gouvernement de la V^e République qui s'est penché sur eux pour la première fois. (*Applaudissements sur les bancs de l'U. N. R. - U. D. T.*)

Les gouvernements que j'incrimine n'avaient pas osé s'attaquer à ces problèmes qu'ils trouvaient trop difficiles. C'est aussi parce qu'ils avaient laissé les caisses vides que les gouvernements de la V^e République ont été obligés de remettre de l'ordre dans nos finances.

Bilan de treize années de la IV^e République : les problèmes n'ont pas été réglés et les caisses ont été vidées !

C'est pourquoi nous ne pouvons admettre qu'on nous fasse un procès d'intention. (*Protestations sur les bancs du groupe socialiste.*)

M. René Regaudie. Puisqu'il y a de l'argent, payez vos dettes !

M. Pierre Ziller. Vous auriez dû payer les vôtres !

M. André Bord. Monsieur le ministre, vous avez eu le mérite de vous saisir de ces problèmes. Avec vous, nous continuerons à poursuivre cette action, mais permettez-moi une suggestion : réunissez très rapidement la commission mixte, avec les représentants du ministère des anciens combattants, certes, mais aussi avec ceux du ministère des armées et du ministère des affaires étrangères. Nous pourrions alors reprendre l'étude des problèmes évoqués.

Si cette réunion peut être organisée, elle nous permettra — j'en suis convaincu — de faire un pas de plus pour que justice soit rendue à nos compatriotes mosellans et alsaciens. (*Applaudissements sur les bancs de l'U. N. R. - U. D. T.*)

M. le président. La parole est à M. Schnebelen. (*Applaudissements sur les bancs du groupe des républicains indépendants.*)

M. Maurice Schnebelen. Mesdames, messieurs, je remercie d'abord M. Hinsberger qui m'a accordé les cinq précieuses minutes de son temps de parole, étant donné que nous avions les mêmes préoccupations à exprimer sur les problèmes mosellans.

Monsieur le ministre, je vous parlerai en premier lieu des anciens combattants d'Algérie. J'avais déposé en leur faveur un premier amendement jugé irrecevable fort probablement en raison de sa rédaction car elle laissait entrevoir des dépenses nouvelles sans contrepartie de recettes.

Un second amendement, présenté au nom du groupe des républicains indépendants, était ainsi libellé : « Les militaires de tous grades et de toutes armes ayant pris part à la guerre d'Algérie et aux opérations militaires au Maroc ou en Tunisie bénéficieront de la qualité et de la carte du combattant ».

Il était simplement amputé de la fin du premier amendement : « .. avec tous les avantages qu'elle confère dans des conditions qui seront fixées par décret pris sur propositions conjointes du ministère des armées et du ministère des anciens combattants et victimes de guerre, à titre de comparaison ».

Je souligne que les conditions conférant la qualité et la carte de combattant devaient être fixées par décret pris sur proposition conjointe du ministère des armées et des anciens combattants. Je ne pouvais être plus largement compréhensif de votre point de vue.

Peut-être allez-vous objecter qu'il ne s'agissait pas de « guerre », mais uniquement d'« opérations de maintien de l'ordre ». Sans doute n'y eut-il de part et d'autre nulle déclaration de guerre mais, au moins en ce qui nous concerne, nous pouvons affirmer que 40 p. 100 des morts d'Algérie figurent sur les dossiers d'état civil avec la mention « Mort pour la France ». Personnellement, comme maire d'une commune de 2.000 habitants, qui n'en comptait que 1.350 à l'époque, j'ai par deux fois eu le triste privilège de contresigner cette mention.

Par ailleurs, n'est-il pas indiscutable que votre ministère, heureusement plus compréhensif à certains moments, sert pensions d'ascendants et pensions de veuves aux familles éprouvées, qu'il s'est vu en outre dans l'obligation de traiter sur un pied d'égalité les blessés d'Algérie et ceux des autres conflits ?

Rappelons aussi que le cessez-le-feu ne fut que la conséquence des accords d'Évian. Or, qui dit « cessez-le-feu » dit certainement fin d'une guerre.

Nos fils sont morts ou ont souffert dans leur chair pour aboutir à cette paix. Nul ne contestera qu'ils ont donné leur vie et leur sang pour la paix et pour la France.

Il n'est pas possible en effet de créer une catégorie spéciale de combattants pour chaque genre de conflit. Ayant tous lutté pour le même idéal, pour la même cause, les uns et les autres doivent avoir les mêmes droits et les mêmes devoirs.

Il faudra bien, monsieur le ministre, donner un jour ou l'autre une solution à ce problème.

Mais une autre raison, régionale celle-là, dicte ma décision de ne point approuver votre budget. Tout d'abord — on vient d'y faire allusion — votre décision de réunir, à Strasbourg, hauts fonctionnaires de votre ministère, élus et associations de combattants et victimes de guerre des départements du Bas-Rhin, du Haut-Rhin et de la Moselle avait fait naître un grand espoir. Cette réunion fut suivie de réunions similaires à Paris, au cours desquelles les problèmes nombreux et variés soulevés à Strasbourg furent étudiés dans le dessein d'y apporter une solution définitive.

Qu'en est-il advenu ? Vous avez accordé le pécule aux anciens combattants de 1914-1918 de nos trois départements. Après avoir attendu pendant quarante-sept ans, ceux-ci, comme tous les autres d'ailleurs, ne bénéficieront pas d'un avantage, mais ne recevront que leur dû.

Mais, en dehors de cette mesure, on s'obstine à ne régler ni le problème des fonctionnaires d'Alsace-Lorraine, ni celui des « malgré-nous », pas plus que celui des patriotes résistants déportés cependant dans des camps spéciaux en raison de leur opposition au régime nazi. Vous venez d'en parler dans votre intervention.

M. Borrocco, dans un remarquable exposé, a soulevé ces deux problèmes lors de la discussion du budget des affaires étrangères. La réponse de M. le ministre des affaires étrangères laisse, certes, des espoirs, mais nos compatriotes, qu'il s'agisse des « malgré-nous », des patriotes résistants ou des fonctionnaires, ont fait montre de civisme et de patience.

Leur espoir a été déçu après les réunions de Strasbourg et de Paris, ce qui provoque chez les uns et les autres un mécontentement croissant : ainsi que vous l'écrivait M. Raymond Mondon, l'attitude du Gouvernement à leur égard constitue, pour eux, un véritable affront.

Nous, leurs représentants, nous ne pouvons entériner sans manifester notre mécontentement les incompréhensions dont ils sont victimes. (*Applaudissements sur plusieurs bancs du groupe des républicains indépendants.*)

M. le président. La parole est à M. Davoust.

M. André Davoust. Mesdames, messieurs, je devais évoquer trois problèmes dans ma brève intervention. Mais votre déclaration, monsieur le ministre, me permet de la limiter à deux et de passer rapidement sur le troisième.

Le premier, déjà, n'appelle que peu de développements puisqu'on vient d'en parler.

Il a d'ailleurs été maintes fois soulevé devant cette Assemblée depuis plusieurs années, faisant l'objet de questions écrites ou orales, d'interventions au cours de chaque session budgétaire, de propositions de loi constamment refusées par la délégation du bureau pour irrecevabilité en vertu de l'article 40 de la Constitution. Et je n'oublie pas ce qu'a dit M. Béraud dans son rapport, pas plus que les propos de mes autres collègues.

Monsieur le ministre, je veux vous entretenir, pour prendre date une fois de plus, de la non-reconnaissance de la qualité de combattant aux anciens d'Afrique française du Nord. Trois millions de mobilisés, 25.000 morts, 50.000 blessés, un plus grand nombre revenus avec des maladies graves, et des milliers de cas sociaux à résoudre, tel est le tribut payé par nos jeunes durant huit années !

Certes, blessés et malades ressortissent à l'Office national des anciens combattants et victimes de guerre au titre de la loi du 6 août 1955, mais ce texte est bien insuffisant pour eux puisqu'ils se heurtent à de sérieuses difficultés lorsqu'ils sont grands mutilés, grands invalides ou implaçables.

Pour ces motifs et pour bien d'autres que j'ai énumérés dans le passé, l'attribution de la carte serait pour les anciens d'Afrique française du Nord la reconnaissance officielle et complète de leur qualité de combattant et de leur droit à réparation.

J'aborde le deuxième point de mon intervention. Le délai de trois mois ouvert par le décret du 6 juin 1952 pour le dépôt des demandes par les bénéficiaires de la loi du 26 septembre 1951 s'était révélé beaucoup trop court. En effet, d'anciens résistants, informés trop tard, n'avaient pu présenter leur demande en temps voulu et on leur opposait toujours la for-

clusion. J'ai été heureux d'apprendre que cette forclusion était prolongée pour plusieurs catégories d'assujettis et je vous en remercie, monsieur le ministre.

Le troisième et dernier problème que je veux évoquer rapidement est celui de l'allocation spéciale n° 9, dite « allocation spéciale aux implaçables ». Monsieur le ministre, vous avez répondu le 12 septembre 1964 à M. Pflimlin que vous n'envisagez pas de reprendre l'étude de cette institution telle qu'elle résulte des textes actuels et je ne pense pas que vous en ayez parlé tout à l'heure.

Or, les intéressés se plaignent, notamment, que le décret du 2 mai 1961 ait fixé pour l'attribution de cette allocation des conditions plus rigoureuses que celles qui avaient été prévues initialement par l'article 13 de la loi du 31 décembre 1953.

Je souhaite que les textes soient revus dans un sens plus libéral, plus clair et, surtout, que cette législation demeure une loi de réparation et non pas seulement une loi d'assistance. (Applaudissements sur les bancs du centre démocratique et sur divers bancs.)

M. le président. La parole est à M. Cazenave.

M. Franck Cazenave. Monsieur le ministre, mes chers collègues, s'il ne s'agissait une nouvelle fois que d'exposer à l'occasion de cette discussion budgétaire les griefs des anciens combattants, de rappeler les promesses solennelles qui leur ont été faites et qui n'ont jamais été tenues, d'exposer enfin les desiderata particuliers des différentes familles qui composent le monde combattant, je me serais, peut-être par lassitude, abstenu de gravir à nouveau les degrés de cette tribune, tant il est vrai qu'il apparaît, au fil des ans, que le Gouvernement considère comme un problème mineur celui de nos camarades qui ont donné, souvent dans l'enthousiasme, les meilleures années de leur vie à la patrie.

Deux considérations, toutefois, m'ont fortifié dans la pensée qu'il n'était pas inutile de s'adresser, au-delà de cet hémicycle, au pays tout entier pour dénoncer le sort d'un grand nombre d'anciens combattants et victimes de guerre.

Aussi bien que moi-même, ceux de mes collègues qui se succèdent à cette tribune vous diront, monsieur le ministre, les contacts fréquents qu'un parlementaire entretient avec les associations d'anciens combattants et pourront témoigner du courage, de l'abnégation, et quelquefois du sacrifice des animateurs de ces associations envers leurs camarades.

Oh ! certes, il ne s'agit plus d'actes d'héroïsme et de bravoure, mais bien de sacrifices quotidiens qui finissent par peser lourd dans la vie d'un homme. C'est dire à ceux qui voudraient le nier que les problèmes des anciens combattants sont loin d'être résolus.

S'il en fallait une preuve supplémentaire, nous pourrions vous fournir les lettres personnelles que chacun d'entre nous reçoit journalièrement. En dehors du cas d'espèce, souvent identique qu'elles soumettent, elles ont en commun — et je sais que vous n'y êtes pas insensible — ce ton qui traduit la confiance, l'amertume parfois, plus souvent, hélas ! la détresse. C'est dans la lecture de cette correspondance amicale que nous avons puisé le désir renouvelé de voir le Gouvernement adopter une attitude plus juste et bienveillante envers ceux dont on disait jadis : « Ils ont des droits sur nous ».

C'est dire, mesdames, messieurs, combien grande est notre déception à la lecture de ce budget, devant le coup mortel qu'il laisse présager.

En effet, hormis les maigres avantages accordés à certaines catégories de veuves de guerre — avantages réclamés depuis tant d'années — le projet de budget pour 1966 n'apporte à nouveau aucune amélioration au sort de l'ensemble des anciens combattants et victimes de guerre.

Dans les trois minutes — un peu prolongées — qui me sont accordées, je n'aurai cure de me lancer à nouveau dans l'analyse du problème de la retraite du combattant, ou encore dans le maquis, devenu aujourd'hui inextricable à souhait, du fameux rapport constant.

Je me contenterai de souligner que, les mesures nouvelles n'intervenant que pour 3.950.000 francs, compte tenu de la suppression de certains crédits de fonctionnement de l'office national et de la réduction des crédits de dépenses sociales — je remercie d'ailleurs M. le ministre de nous avoir annoncé à ce sujet une bonne nouvelle — l'ensemble du budget se trouve en diminution.

Cette constatation nous oblige à vous poser, monsieur le ministre, une question sur le fond et à vous suggérer, comme l'an dernier, une mesure qui, pour ne pas être définitive, serait acceptable et acceptée par tous.

Tout d'abord, voici la question : le Gouvernement entend-il que chaque décès d'ancien combattant soit l'occasion d'une économie ? Le fait de la poser laisse apparaître, je m'en excuse, l'aspect assez sordide d'un tel raisonnement.

Aussi préférerais-je vous renouveler sans attendre notre suggestion : que soient reportées systématiquement sur les vivants les sommes économisées par suite de la disparition de leurs camarades. Ainsi ces économies, réparties sans augmentation de dépenses pour le Trésor et pour le plafond du rapport constant réel, prépareraient un budget diminué, mais cette fois à la satisfaction complète des intéressés.

N'est-il vraiment pas possible d'espérer que le Gouvernement accepte en toute bonne foi de reporter sur les vivants l'héritage des disparus et de concrétiser ainsi son désir d'aboutir sans sacrifier pour autant sa responsabilité financière ?

Ne serait-ce pas là l'occasion de rétablir pour ceux qui survivent l'égalité entre les générations du feu ?

Comment ne pas aborder, en cette occasion et en vertu de ce même principe, le problème des combattants d'Algérie dont on sait que leurs adversaires participent aux rassemblements mondiaux des anciens combattants et qu'ils en sont écartés par leur propre nation ! Tôt ou tard, il faudra répondre favorablement à leur vœu légitime et sans pour autant nier les difficultés d'une sélection nécessaire, il serait de mauvaise foi de la prétendre impossible.

Ne serait-ce pas tout à l'honneur du Gouvernement que d'apporter rapidement à ce problème une solution que personne ne cherche à contester ? De reconnaître au moins à ceux qui ont été cités « au feu » le titre d'anciens combattants ?

Mais en sommes-nous toujours au temps du dialogue possible alors même qu'en filigrane s'inscrit dans ce budget la disparition de l'office national ?

Vous avez parlé d'élaguer l'arbre ; nous pensons que le sécateur a dépassé le niveau du bourgeon. Car, avouez-le, 600 postes supprimés en deux ans — il conviendrait mieux de dire en dix-huit mois — c'est beaucoup ! Et si vous n'avez réduit que de un million, au lieu de 2.500.000 francs, les crédits des dépenses sociales, c'est encore fort peu.

Certes, nous ne nierons pas que l'office national voit, dans ses expressions départementales, décroître ses tâches, au fil des ans. Mais cette réduction d'activité est compensée naturellement depuis plusieurs années déjà par la suppression des postes vacants : de 2.382 agents en 1955, l'office est passé à 1.506 agents en activité à ce jour et, par le jeu normal du non-recrutement que je viens d'évoquer, on peut escompter une diminution encore sensible de son effectif dans les prochaines années.

Pourquoi donc précipiter ce mouvement qui exprime clairement la volonté d'arracher au monde combattant une des rares satisfactions qui lui restent ? Il apparaît en effet que le désir maintes fois exprimé de supprimer l'office à l'avantage d'un simple bureau rattaché à l'aide sociale de chaque département n'apporte d'autre bénéfice que celui de « casser » définitivement sa personnalité.

Pourquoi donc un tel acharnement ? Quel crime l'ancien combattant a-t-il commis pour que naisse cette volonté de le voir s'asseoir sur le même banc que le clochard ?

Cette réforme que vous entreprenez n'a aucun sens administratif et je ne veux pas, pour ma part, penser qu'elle a une résonance politique.

C'est un non-sens administratif, en effet, si l'on souligne qu'une fois de plus ce sont les départements de province qui supporteront les inconvénients de votre décision. N'est-il pas envisagé, tenant compte de la création des nouveaux départements, de maintenir dans la Seine et la Seine-et-Oise l'effectif actuel et de faire supporter aux autres départements les compressions d'effectifs ?

Tous ceux qui connaissent l'étendue et la portée morale des tâches que l'office national doit accomplir à l'égard de ses quatre millions de ressortissants seront probablement effrayés par l'annonce de ces disparitions.

Que nous sommes loin, monsieur le ministre, du point de vue que votre prédécesseur, M. Raymond Triboulet, mettait en exergue dans son instruction du 27 novembre 1961 adressée aux préfets et aux directeurs départementaux !

Permettez-moi de vous donner cette lecture d'un court extrait de son préambule :

« La mission d'assister les anciens combattants et les victimes de guerre en vue de la reconnaissance de leurs droits a toujours été une des charges essentielles des offices départementaux des anciens combattants et victimes de guerre, devenus les services départementaux de l'office national.

« En ce cas, il m'est apparu, disait-il, qu'il n'y aurait que des avantages dans l'intérêt même de nos ressortissants à leur confier un certain nombre de responsabilités nouvelles ».

Et il poursuivait :

« J'ai, en conséquence, décidé de procéder à une révision de la répartition des tâches entre les directions interdépartementales et les services départementaux conformément aux principes suivants :

« 1^o Le service départemental, qui a la possibilité permanente d'être en contact direct, tant dans ses bureaux qu'au cours de ses permanences, avec les ressortissants résidant dans son département, doit être chargé de les recevoir, de les conseiller et de les aider à constituer leurs dossiers : ils doivent donc pouvoir s'adresser à lui pour tous leurs problèmes, qu'ils concernent le ministère ou l'office national.

« C'est pourquoi ces relations avec le public ancien combattant doivent être réservées par priorité au service départemental, tant au chef-lieu siège de la direction interdépartementale que dans les autres départements... ».

C'était bien là reconnaître d'une manière éclatante ce qu'aujourd'hui on voudrait nier, à savoir le rôle essentiellement social de l'office, sa mission primordiale d'un contact direct et, j'oserais dire, de chaleur humaine dont les anciens combattants les plus déshérités ont un besoin permanent.

Est-il nécessaire de plaider davantage ?

Je suis convaincu que tous ici, quelle que soit notre appartenance politique, nous sommes conscients de la modération et de la justesse des aspirations des anciens combattants et victimes de guerre.

C'est avec une grande attention, monsieur le ministre, que nous écouterons dans un instant vos explications dont dépendra le vote qui sanctionnera ce débat.

Au nom du rassemblement démocratique, j'ose encore espérer que vous leur rendrez justice. (Applaudissements sur les bancs du rassemblement démocratique.)

M. le président. La parole est à M. Ducoloné. (Applaudissements sur les bancs du groupe communiste.)

M. Guy Ducoloné. Monsieur le ministre, votre budget fait l'objet de sévères observations et critiques de la part de l'ensemble des associations d'anciens combattants.

A l'instant, mon ami André Tourné a formulé les remarques du groupe communiste et affirmé notre solidarité entière avec cette catégorie de citoyens.

Pour ma part, je voudrais, après un certain nombre de nos collègues, vous demander, monsieur le ministre, quelles sont vos intentions à l'égard de tous ces hommes qui, entraînés dans la guerre d'Algérie, se voient refuser le titre d'anciens combattants.

Je regrette d'ailleurs profondément que, dans votre intervention, vous n'y ayez pas fait allusion. Durant sept années, classe après classe, ils furent engagés dans une véritable guerre et non, comme certains ont pu le dire pendant un temps, dans des opérations de police ou de maintien de l'ordre.

Aujourd'hui, ce fait n'est pratiquement plus contesté par personne et, j'ose l'espérer, par vous non plus, monsieur le ministre. C'est dans des opérations de guerre que 24.000 soldats sont morts et que 250.000 autres ont été blessés ou ont contracté des maladies durant leur séjour dans l'Afrique du Nord en guerre.

Pourtant, ces hommes se voient contester la qualité de combattant. Il s'agit de réparer cette injustice et, dans le moment présent, de prendre la décision de principe à charge pour M. le ministre de définir les modalités d'attribution, en veillant à ce que nul ne soit lésé.

Cette revendication est soutenue par l'ensemble des organisations d'anciens combattants, et les assises nationales du monde combattant, qui se sont tenues il y a quelques jours, l'ont inscrite dans leur manifeste.

La reconnaissance de leur titre est aussi appuyée par de très nombreux conseils municipaux dont ceux des plus grandes villes de France, à commencer par celui de la capitale. De très nombreux conseils généraux se sont prononcés en ce sens et la caractéristique de ces votes est qu'ils furent presque tous acquis à l'unanimité des assemblées.

Mais les assemblées départementales et municipales n'ont pu adopter que des vœux. C'est, aujourd'hui, à notre assemblée de manifester son unanimité pour affirmer la reconnaissance du titre d'ancien combattant et attribuer la carte de combattant à tous ceux qui furent engagés dans les opérations de guerre en Afrique du Nord. (Applaudissements sur les bancs du groupe communiste.)

M. le président. La parole est à M. Bignon (Applaudissements sur les bancs de l'U. N. R.-U. D. T.)

M. Albert Bignon. Mesdames, messieurs, au cours de la dernière discussion du budget, je vous avais remercié, monsieur le ministre — ainsi que le Gouvernement — pour les cérémonies que vous aviez organisées à l'occasion du cinquantième anniversaire du départ des mobilisés à la gare de l'Est, du cinquantième anniversaire de la bataille de la Marne, du vingtième anniversaire du débarquement en Provence et du vingtième anniversaire de la Libération de Paris.

Vous avez également célébré le vingtième anniversaire du 8 mai 1945 avec un faste sans précédent. Les Parisiens ne sont pas près d'oublier en effet la nuit du 7 mai, cérémonie de recueillement à la mémoire des morts sur l'esplanade des Invalides et, le lendemain, la cérémonie militaire en présence des représentants des armées alliées ainsi que la grande fête de l'eau et du feu sur la Seine et dans les jardins du Trocadéro. Ensuite nous avons connu le 27 juin l'inoubliable cérémonie organisée au Struthof en souvenir des martyrs de la déportation et de la libération des camps, avec la participation des délégués de quinze pays.

Le Gouvernement doit être remercié publiquement du faste de ces cérémonies qui ont marqué dans le cœur des anciens combattants.

Après cet hommage que je vous devais, au nom du groupe U. N. R.-U. D. T., permettez-moi aujourd'hui de vous dire ce que nous pensons de votre projet de budget.

Examinons d'abord ce qu'il est convenu d'appeler les mesures nouvelles. Il y en a, en réalité, deux : la première vise l'alignement de la situation des veuves de guerre sur celle des veuves de fonctionnaires, telle qu'elle résulte de la dernière loi du 26 décembre 1964, portant code des pensions civiles et militaires. Ainsi, les veuves de guerre remariées, redevenues veuves ou divorcées ou séparées de corps à leur profit, vont pouvoir recouvrer leur droit à pension sans condition d'âge ou de ressources.

La deuxième mesure qui nous touche véritablement, c'est la réduction de 25 à 15 ans de la durée minimum du mariage et des soins pour prétendre à l'allocation spéciale accordée aux veuves de très grands invalides sur la base de 140 points d'indice.

A ce sujet, je vous avais dit, au cours du dernier débat budgétaire, combien le groupe U. N. R.-U. D. T. était intéressé par cette réduction du temps de soins et du mariage de la veuve d'un grand invalide. Je vous avais alors suggéré de le réduire de 25 à 15 ans.

Le groupe U. N. R.-U. D. T. est particulièrement heureux de constater, monsieur le ministre, que vous avez tenu compte de ces suggestions et je vous en remercie.

Nous avons également noté avec satisfaction la levée des forclusions pour un an en faveur des déportés et internés résistants et politiques.

Ce sont là, hélas ! nos seuls sujets de satisfaction.

En effet, comme on l'a rappelé il y a un instant, l'article 55 de la loi de finances de 1962 avait établi une liste de revendications que la loi du 31 décembre 1953 — qui institua un plan quadriennal — avait laissée dans l'ombre en dépit des réclamations de nos camarades anciens combattants.

Je fais observer qu'à cette époque, il ne s'agissait pas encore du septennat invoqué tout à l'heure par M. Darchicourt.

M. Fernand Darchicourt. Qu'attendez-vous pour en faire autant ?

M. le président. Monsieur Darchicourt, vous avez épuisé votre temps de parole. N'interrompez pas !

M. Albert Bignon. Lors de la discussion de la loi de finances de 1962, le Gouvernement avait déclaré, au moment du vote de l'article 55, qu'il s'agissait, selon lui, et sans invoquer l'article 40 de la Constitution, d'une simple manifestation d'un désir exprimé par le Parlement. Le Gouvernement a soutenu — et vous le précisez l'année dernière, monsieur le ministre, lors de la discussion du budget — que son action ne devait pas s'enfermer dans un cadre rigide, mais que chaque année, cependant, il serait tenu compte de ce vœu du Parlement pour promulguer des mesures nouvelles. Or, cette année, il faut bien reconnaître que les mesures nouvelles sont peu nombreuses.

Donc, au nom de mon groupe, je me permets de vous préciser les satisfactions qui restent encore à obtenir : d'abord, l'alignement de la retraite des combattants de 1939-1945 sur celle de leurs aînés de 1914-1918, ensuite, la majoration des pensions des veuves de guerre.

Je vous rappelle qu'en vertu de l'article 78 de la loi du 31 décembre 1928, il était admis que la pension de veuve de guerre serait égale à la moitié de la pension de l'invalidé à 100 p. 100, c'est-à-dire calculée sur 500 points.

Cette revendication n'a jamais été satisfaite et il est nécessaire de la faire aboutir.

La majoration de pension en faveur de ceux que l'on appelle « les petits invalides » c'est-à-dire les pensionnés de 10 à 80 p. 100 doit être aussi envisagée, car ces camarades sont déclassés par rapport aux grands invalides qui touchent des allocations spéciales.

Reste le problème du rapport constant, qui semblait jusqu'à ce jour la garantie essentielle des pensionnés et victimes de guerre. Le Parlement connaît parfaitement la question. Je ne m'y attarderai donc pas. Certes, le Conseil d'Etat dans son arrêt du 15 mai dernier, a fortifié la thèse du Gouvernement. Il n'en reste pas moins que, si l'augmentation indiciaire des traitements des fonctionnaires devait continuer, la pension de l'invalidité à 100 p. 100 se trouverait un jour ramenée à l'échelon du balayeur, ce qui serait évidemment intolérable.

Peut-être à défaut d'une nouvelle indexation que vous avez suggérée — solution que je considère d'ailleurs moi-même comme souhaitable, mais qui ne me semble pas désirée, par la majorité des associations d'anciens combattants — faudrait-il, monsieur le ministre, substituer à l'indice 170 qui continue à figurer à l'article 8 bis du code des pensions d'invalidité, un nouvel indice qui tiendrait compte de l'évolution du coût de la vie et donnerait aux pensionnés un niveau de vie comparable à celui dont ils bénéficiaient en 1953.

En conclusion, le groupe U. N. R.-U. D. T. souhaiterait, monsieur le ministre, que vous dissipiez trois sujets d'inquiétude.

Le premier concerne l'office national des anciens combattants. Sur ce point, je pense que mes amis ont déjà satisfaction. Mais, dans votre projet de budget, la réduction des crédits destinés à l'office national nous avait fort alarmés. Elle avait aussi alarmé les anciens combattants qui craignaient que l'existence même de l'office ne fût menacée.

Je ne veux pas vous faire un exposé sur les institutions de l'office national et de ses services départementaux. Mon ami M. Béraud l'a fait tout à l'heure avec beaucoup de pertinence. Mais je désire vous rappeler que la nation a confié à l'office national des anciens combattants, et à nul autre, la mission de veiller sur les intérêts matériels et moraux des anciens combattants et victimes de guerre.

Il s'agit donc du plus vaste service social existant et son activité s'étend encore à plusieurs millions de citoyens prioritaires, que la loi de réparation du 31 mars 1919 ne pouvait pleinement satisfaire. La mission de l'office national est donc loin d'être terminée, d'autant plus que l'arrivée de nouveaux ressortissants, comme les anciens d'Algérie, va accroître son activité.

En outre, d'autres tâches devraient lui être confiées. Ne serait-il pas temps de créer des foyers plus nombreux et mieux équipés pour les anciens combattants âgés ?

Beaucoup de nos camarades de la guerre de 1914-1918 vivent seuls et, vraiment, notre cœur se serre quand nous lisons dans les journaux qu'ils sont morts solitaires, souvent dans une maison sans feu. Il en est de même pour les veuves de nos héros de 1914-1918 et de 1939-1945 qui voient arriver la fin de leurs jours avec tristesse, souvent sans appui et dans le dénuement. Peut-être serait-il nécessaire d'organiser à domicile des visites d'assistances sociales spécialisées de l'office national.

Les tâches de l'office ne sont donc pas achevées ; elles pourraient même être accrues au bénéfice de nos camarades et de leurs veuves.

Notre deuxième inquiétude se fonde sur les articles parus, notamment dans plusieurs journaux du Sud-Est et de la région lyonnaise, aux termes desquels les pensions d'invalidité des invalides disposant de revenus élevés seraient supprimées. Nos camarades de ces régions nous ont transmis ces articles et ils se demandent évidemment si un projet n'est pas à l'étude, qui tenterait de remplacer la notion de réparation par celle d'assistance. Or, vous savez combien les anciens combattants et pensionnés sont attachés à la notion de réparation en ce qui concerne leur invalidité.

Le groupe U. N. R.-U. D. T. serait heureux d'entendre de votre bouche, monsieur le ministre, l'infirmité de ces articles, ce qui apaiserait les vives alarmes de nos camarades.

Notre troisième inquiétude, monsieur le ministre, vous la connaissez. Certains journaux ont annoncé, il y a quelques semaines, que la réduction accordée aux invalides sur les chemins de fer serait aussi supprimée. Sur ce point, également, le groupe U. N. R.-U. D. T. aimerait entendre de votre bouche un démenti.

En conclusion, je ne vous dissimule pas, monsieur le ministre, que le groupe U. N. R.-U. D. T. aurait aimé que ce budget

apporte à vos amis d'autres satisfactions. Jusqu'à présent, les milieux anciens combattants — M. Darchicourt le disait tout à l'heure — boudaient ce qu'il est convenu d'appeler le pouvoir. Mais depuis l'entrevue du 30 septembre à l'Élysée, la situation est tout à fait différente. Le général de Gaulle a reçu ce jour-là, ses frères d'armes des deux guerres. Nous sommes persuadés que cet entretien, auquel vous participiez, monsieur le ministre, sera le prélude d'une heureuse détente.

Le groupe U. N. R.-U. D. T. pense que cette heureuse détente devrait être aussi le point de départ d'un examen plus bienveillant de la situation de nos camarades anciens combattants. C'est en tout cas ce que souhaitent ardemment vos amis du groupe U. N. R.-U. D. T. qui, jusqu'ici, ont toujours soutenu, sans défaillance le Gouvernement. (Applaudissements sur les bancs de l'U. N. R.-U. D. T. et du groupe des républicains indépendants.)

M. le président. La parole est à M. Beauguitte.

M. André Beauguitte. Monsieur le président, monsieur le ministre, mes chers collègues, vous ne serez pas surpris que l'élu de Verdun intervienne dans ce débat.

Verdun est la ville illustre et glorieuse où se tiennent les plus importantes réunions d'anciens combattants et victimes de guerre. Et, à l'issue de ces congrès, je suis habituellement prié de vous transmettre, en les appuyant, les revendications qui y sont exprimées.

J'ai récemment déposé entre vos mains, monsieur le ministre, un rapport résumant les doléances qui m'avaient été confiées. Vous avez eu l'amabilité d'y répondre en détail, ce dont je vous remercie ici.

Néanmoins, un certain nombre de points appellent quelques remarques de ma part. Comme je n'aurai pas le temps de vous les présenter ce soir, je vous remettrai, en descendant de cette tribune si vous le permettez, un document exposant brièvement les positions que j'ai été chargé de définir devant vous. Vous y trouverez les questions, malheureusement trop nombreuses encore, qui demeurent en suspens.

Et d'abord la question de la retraite du combattant, puisque celle-ci n'est accordée au taux plein qu'aux anciens combattants de 1914-1918 et aux mutilés à plus de 50 p. 100 des autres guerres.

Vous y lirez le vif désir des anciens combattants d'obtenir d'une part, le retour au régime de l'égalité de tous pour le droit à la retraite, d'autre part, la revalorisation de cette retraite. Celle-ci représente à l'heure actuelle l'indice de pension 33 : les anciens combattants désireraient qu'il soit porté à 42 points.

Vous y lirez aussi le souhait de voir supprimer la discrimination entre anciens combattants de 1939-1945 et ceux d'Algérie. Vous verrez, en outre, que les anciens combattants réclament que la proportionnalité des pensions de 10 à 85 p. 100 soit rétablie ; c'est-à-dire que la pension à 10 p. 100 représente le dixième de la pension à 100 p. 100.

Vous y lirez enfin des passages ayant trait à la majoration des pensions de veuves, à la levée de toutes les forclusions et au problème du rapport constant avec prière de réunir à nouveau, si possible, une commission pour substituer, à l'indice 170, un nouvel indice plus équitable.

Je voudrais ajouter, monsieur le ministre, mon souhait de voir attribuer aux veuves non remariées le pécule prévu en faveur des prisonniers de la guerre 1914-1918. Il s'agit, en effet, en la circonstance, d'une réparation non seulement d'ordre moral, mais d'ordre matériel.

Je voudrais aussi vous demander si vous ne pourriez pas inclure dans votre budget un crédit qui serait destiné à l'entretien des voies d'accès aux monuments de la guerre. Dans le Nord meusien que je représente, il y a, hélas ! trop de monuments commémoratifs et il n'est pas possible aux communes d'entretenir les chemins d'accès parcourus par d'innombrables pèlerins venant de tous les pays.

Je vous demande aussi, monsieur le ministre, de déposer entre les mains du chef de l'Etat un rapport tendant à ce qu'une promotion spéciale dans l'ordre de la Légion d'honneur soit créée à l'occasion du cinquantième anniversaire de la victoire de Verdun. Nombre d'anciens combattants de la guerre 1914-1918 ont eu une conduite remarquable, bien que ne totalisant pas cinq titres de guerre. Pour une fois, une seule fois, ne pourrait-on envisager une promotion exceptionnelle qui serait, soyez-en convaincu, la bienvenue ?

Le chapitre 41-91 vous accordera un crédit de 550.000 francs destiné à la commémoration de la victoire de Verdun. Je sais que vous donnerez à cette manifestation beaucoup d'éclat et je vous en remercie. C'est, en effet, la grande manifestation, la seule, qui soit prévue par le comité des deux anniversaires,

au cours de l'année 1956. Innombrables sont ceux qui se rendront à Verdun, non seulement de France, mais aussi des autres nations.

A ce sujet, je vous rappelle que Verdun possède plusieurs monuments, notamment le monument des victimes de la guerre et celui de la victoire. Ne pourrait-on pas utiliser une partie de ce crédit de 550.000 francs à la réfection de ces monuments, afin qu'ils présentent un état impeccable lors de la manifestation du 28 et du 29 mai 1966 ? Dans cet ordre d'idées, vous avez déjà pris certaines dispositions en ce qui concerne Douaumont. Je me permets donc de vous présenter un état des travaux qu'il serait indispensable d'accomplir pour que nos monuments commémoratifs évoquent exactement la gratitude qu'ils comportent. J'espère que vous voudrez bien, là aussi, faire un effort.

Tels sont, monsieur le ministre, les points sur lesquels je voulais appeler votre attention. Je souhaite, en conclusion, que vous teniez compte des revendications que je viens de formuler. Ce sera un hommage rendu par l'Etat aux artisans de la grandeur et de la puissance française. (*Applaudissements sur les bancs du groupe des républicains indépendants et de l'U.N.R.-U.D.T.*)

M. le président. La parole est à Mlle Dienesch.

Mlle Marie-Madeleine Dienesch. Monsieur le ministre, je serai brève, puisque le débat l'exige.

Nous prenons tout d'abord acte des mesures concrétisées par ce budget et intéressantes les veuves de guerre remariées et les veuves des grands invalides, sur lesquelles nous avons plusieurs fois appelé votre attention. Néanmoins, ces veuves demeurent des personnes déshéritées qui n'ont pas encore obtenu tous les avantages auxquels elles ont droit, bien qu'une amélioration de leur situation ait été enregistrée au cours de ces dernières années.

D'autre part, vous avez décidé de revenir sur la réduction de crédit concernant l'office national des combattants. Nous vous en félicitons, mais cela suffira-t-il pour couvrir les dépenses d'aide sociale ? Dans ce domaine, il reste beaucoup à faire. Il existe toute une série de mesures à prendre, dont les répercussions financières sont d'ailleurs assez modiques. Le maintien du crédit vous permettra peut-être d'envisager quelques-unes de ces mesures.

Il serait, par exemple, souhaitable de venir en aide aux anciens combattants du monde rural. Certains d'entre eux vivent souvent dans des conditions difficiles. Leur qualité d'ancien combattant reste pour eux non seulement un titre de gloire, avec leur livret militaire, mais aussi la preuve de leurs droits. Pour eux, une aide serait certainement la bienvenue.

Je souscris à ce qu'a dit M. de Tinguy en ce qui concerne les écoles de l'office. Sur le plan de la rééducation, de la formation professionnelle, de la reconversion, de la promotion sociale, notre pays est loin d'avoir tout ce qu'il lui faut. Vous avez, monsieur le ministre, le mérite d'avoir mis sur pied des œuvres valables. Ce potentiel d'expériences ne doit ni disparaître, ni être désorganisé. Tâchez, au contraire, qu'il puisse profiter au plus grand nombre.

J'appelle votre attention sur l'étendue de nos besoins qui ne sont, vous le savez, nullement satisfaits, aussi bien par votre ministère que par ceux de l'éducation nationale et du travail.

Enfin, j'évoquerais le cas des soldats du contingent ayant participé à des opérations analogues à des opérations de guerre, en territoire nord-africain et plus particulièrement en Algérie. La solution de ce simple problème de bon sens se heurte à un obstacle juridique. Or ces hommes qui ont altéré leur santé en combattant pour la France comme dans une véritable guerre, ont bien droit, me semble-t-il, aux réparations que d'autres ont obtenues ; de même, les familles des soldats qui, au cours de ces opérations, ont fait le sacrifice de leur vie, doivent être traitées comme les familles de ceux qui sont tombés, en 1914-1918 ou en 1939-1945, au champ d'honneur.

Le titre d'ancien combattant n'est pas encore accordé aux anciens d'Algérie. Il y a là un problème qui doit recevoir une solution. L'obstacle n'est que juridique. Ces combattants devraient se voir accorder tous les droits qui leur sont dus. Aucune discrimination ne doit subsister. Les mêmes dommages, les mêmes pertes, doivent entraîner les mêmes réparations de la part de la nation.

Nos collègues ont longuement évoqué les diverses questions qui peuvent être soulevées à ce sujet. Je n'insiste pas.

Puissiez-vous, monsieur le ministre, prendre les mesures nécessaires, non pour contenter tel ou tel, dans un but étroitement

politique, mais bien parce qu'il s'agit de justes causes. (*Applaudissements sur les bancs du centre démocratique et sur divers bancs.*)

M. le président. La parole est à M. Chérasse. (*Applaudissements sur les bancs de l'U. N. R.-U. D. T. et des républicains indépendants.*)

M. André Chérasse. Monsieur le ministre, j'ai deux questions à vous soumettre, relatives à l'office national des anciens combattants et victimes de guerre et aux anciens d'Algérie.

En ce qui concerne l'office, je vous remercie d'avoir bien voulu nous donner des explications et des assurances, mais je conserve quand même quelque appréhension.

Je voudrais, à ce sujet, vous livrer certaines réflexions que je tire d'un document sérieux, signé par le préfet de la Seine-Maritime, à savoir le rapport départemental sur le fonctionnement du service en 1964.

Certes, nul ne peut contester la diminution du nombre des ressortissants de l'office et du ministère. Mais leur vieillissement accroît, en revanche, les besoins de la fonction sociale, de sorte qu'il s'agit de savoir s'il en résulte, en fait, une moindre activité pour l'office, eu égard à l'étendue en profondeur des actions de contact qui doivent être menées par ses agents.

Or on me signale qu'en dix ans l'office a déjà perdu 877 agents et que nombreux sont ceux qui atteindront l'âge de la retraite dans un avenir prochain. C'est pourquoi on peut s'inquiéter, monsieur le ministre, de la suppression autoritaire et à court terme de 600 emplois, ce qui, me dit-on, entraînera une réduction de 35 à 40 p. 100 des effectifs dans les services départementaux.

Vous nous avez dit que cela est nécessaire. Mais mon inquiétude persiste quand je constate, dans le rapport de fonctionnement de la Seine-Maritime, que le nombre des visites au service a été supérieur à 8.000 en 1964 et aussi lorsqu'on souligne que ce service devient de plus en plus un organisme en contact très étroit avec les ressortissants.

En outre, et indépendamment de cette confrontation entre l'arithmétique des effectifs et les données d'activités de contact — qui sont difficilement mesurables mais que exigent généralement beaucoup plus de temps et de soin qu'on ne le croit — il convient de souligner l'ampleur des tâches de gestion et d'enseignement assurées dans les centres et dans les écoles de rééducation et de promotion sociale, où sont admis de très nombreux stagiaires.

En bref, cette vaste activité sociale ne semble pas devoir diminuer en raison du nombre toujours très important des ressortissants de tous âges, hébergés ou secourus dans les foyers et à domicile.

Je veux pour preuve ces quelques lignes écrites par le préfet de la Seine-Maritime, dans le rapport sur l'activité des services départementaux en 1964 :

« Il peut paraître curieux que vingt ans après la fin de la dernière guerre et plus de quarante-cinq ans après celle de 1914-1918, il soit encore nécessaire de s'occuper des problèmes que ces conflits ont fait naître. Mais il importe de rappeler, d'une part que jusqu'en 1962 la France n'a pas cessé de combattre, sous des formes diverses peut-être, mais qui, en fin de compte, ont augmenté le nombre des victimes de toutes sortes, d'autre part que l'âge, en aggravant les infirmités, a changé la nature de l'aide à apporter mais ne l'a pas, bien au contraire, supprimée ».

On me signale encore qu'il reste beaucoup à faire pour équiper correctement les foyers, comme l'a souligné M. Bignon.

On peut alors se demander dans quelle mesure et suivant quelles modalités doit être réalisée dans l'immédiat une adaptation des moyens de l'office aux besoins.

Aussi, monsieur le ministre, pour toutes les raisons que j'ai exposées, je demeure perplexe devant une réduction éventuelle des crédits et des personnels de l'office.

En ce qui concerne les crédits sociaux, vous avez bien voulu reconsidérer les abattements initialement prévus. Je vous félicite et vous en remercie. Mais il subsiste encore, nous a-t-on dit, plus de deux millions de victimes de guerre qui ont dépassé l'âge de soixante-cinq ans et dont 50.000 vivent plus que chichement.

Pour ce qui est des personnels, et si je considère le cas de la Seine-Maritime, je constate qu'il ne restera plus qu'une vingtaine d'agents au service de 170.000 ressortissants, alors que telle entreprise privée emploierait le même nombre d'assistantes sociales pour traiter 30.000 ouvriers, dans des conditions beaucoup plus faciles et moins complexes.

C'est pourquoi j'estime qu'en tout état de cause il convient d'envisager avec une grande prudence des solutions éventuelles d'adaptation.

Je ne me risquerai pas, monsieur le ministre, à vous les indiquer, étant donné mon inexpérience et mon manque de qualité devant un problème aussi vaste et aussi important.

Je voudrais maintenant vous parler des anciens combattants d'Afrique du Nord.

Je les ai vus au feu. Leur martyrologe me paraît suffisamment éloquent pour que le problème de la reconnaissance du titre d'ancien combattant soit posé à cette tribune.

C'est pourquoi je le fais, en associant d'ailleurs à mon propos l'amicale parlementaire des anciens combattants et son président, tout en sachant que la réponse ne peut venir de vous seul, monsieur le ministre. Mais je le fais dans l'espoir que vous voudrez bien intervenir au sein du Gouvernement et que, avec la haute autorité morale que nous vous reconnaissons, vous œuvrerez pour qu'une position de justice soit prise.

Nombre de faits et d'arguments militent en faveur de ces soldats.

J'affirme qu'il serait pénible, par exemple, qu'un pauvre gars du contingent, mutilé dans les Aurès ou en Kabylie, eût moins de droits qu'un ancien combattant sorti indemne des unités qui se sont « repliées en bon ordre » en 1940.

Quand j'allais saluer les dépouilles de ceux qui mouraient atrocement dans les dédales des djebels, je pensais que c'étaient les mêmes soldats que ceux d'Indochine, du Mont Cassin ou de Verdun. (*Applaudissements.*)

Ils ont souvent mené une guerre atroce, mes chers collègues, ceux des commandos de chasse en particulier, dans des conditions telles que Bigeard a pu dire que des bêtes n'auraient pas subi pareille infortune.

Mais, sur le plan du droit international, il faut admettre que les opérations dites de « maintien de l'ordre » en Algérie furent une guerre qui n'a pu, dès l'abord, dire son nom. Cependant les rebelles sont devenus des belligérants par la suite, et il serait difficile de leur discuter présentement cette qualification, d'autant qu'ils viennent d'être reconnus comme tels par la fédération mondiale des anciens combattants.

D'ailleurs ce furent des belligérants, puisque nous avons dû leur disputer plusieurs départements français, en donnant au patriotisme de nos soldats de nouvelles « lignes bleues », celles de l'Est constantinois, celles de l'Ouest oranais, celles du Hoggar, au travers desquelles leurs forces organisées et agressives déferlaient.

Permettez-moi, monsieur le ministre, d'aller plus loin encore en faisant une rapide incursion dans le domaine de la philosophie de la guerre.

La guerre subversive que nous avons menée était une forme nouvelle des conflits du temps présent. Cette forme est toujours d'actualité. Les Américains s'en rendent compte.

Dans cette sorte de « guerre dans la foule », comme l'a écrit mon collègue, le général Nemo, les notions traditionnelles de front et de risque s'élargissent, puisque l'ennemi est partout.

C'est pourquoi il faut, dans l'optique des affrontements subversifs, repenser le problème de la définition des unités, des zones opérationnelles et des risques qui peuvent entraîner la qualification de combattant.

A mon sens, monsieur le ministre, c'est dans cet esprit que doit être posé le problème de la reconnaissance de la qualité d'ancien combattant pour ceux d'Afrique du Nord.

Pour toutes ces raisons-là et pour toutes celles que j'ai exprimées au sujet de l'office, je vous adjure d'intervenir au sein du Gouvernement.

Je suis persuadé que l'ancien combattant que vous êtes fera en sorte d'apaiser les rancœurs de nos camarades, afin que leurs cohortes puissent transmettre aux générations montantes autre chose que la coupe amère de leurs désillusions, faute de quoi la nation y perdrait son âme. (*Applaudissements sur les bancs de l'U. N. R.-U. D. T. et du groupe des républicains indépendants.*)

M. le président. La parole est à M. Berthouin.

M. Fernand Berthouin. Monsieur le ministre, mes chers collègues, les délégués des assises nationales des anciens combattants, n'ayant pu, depuis sept ans, se faire comprendre du pouvoir, se voient contraints de faire appel au jugement de l'opinion publique et au patriotisme des élus de la nation pour que cessent les cruelles injustices dont sont victimes les anciens défenseurs du pays, leurs veuves et leurs orphelins.

Tel est l'appel lancé par le manifeste du monde des anciens combattants français, le 3 octobre dernier.

Cependant, le Gouvernement nous propose un budget insuffisant qui nous fait craindre la disparition plus ou moins prochaine de l'office national, du fait de la réduction du personnel, puisque la suppression de 600 emplois sera échelonnée sur deux ans, et de l'intention de ne pas appliquer le plan quadriennal prévu à l'article 55 de la loi de finances pour 1962.

Comment parler d'insuffisance, me dira-t-on, alors que le total des crédits proposés augmente de 2,7 p. 100 par rapport à 1965, tandis que le nombre des bénéficiaires s'amenuise puisque, hélas ! le temps et la souffrance font leur œuvre ?

Il n'est, pour se convaincre qu'il y a bien régression, que d'y regarder de plus près.

Rappelez-vous, mesdames, messieurs, la position constante du Gouvernement au cours de ces dernières années. Nous voudrions bien faire plus pour les anciens combattants et victimes de guerre, déclarait-il. Nous ne nions pas le bien-fondé de leurs revendications, ajoutait-il, mais il n'est pas possible d'augmenter la part des ressources nationales qui leur est affectée. Et de conclure : Que les défavorisés patientent, leur tour viendra.

A tous ceux de nos collègues qui ont cru à ces promesses, le budget de 1966 apporte, hélas ! un cruel démenti.

Si le Gouvernement avait voulu procéder par étapes pour réparer les injustices, il lui aurait suffi, pour trouver les subsides nécessaires à l'octroi d'une première tranche, de majorer les crédits affectés aux anciens combattants du même pourcentage que l'ensemble du budget, soit de 7 p. 100.

Solidaires du monde des anciens combattants, nous demandons l'égalité des droits à réparation pour tous les titulaires de la carte du combattant, quelle que soit la guerre qu'ils aient faite, ainsi que le rétablissement de la parité entre les pensions de guerre et les traitements des fonctionnaires, telle qu'elle était prévue par le « rapport constant ».

Pensons qu'un invalide à 80 p. 100 touche 213,70 francs par mois, une veuve de guerre 254 francs, un ascendant 123,75 francs !

Nous demandons également le maintien intégral de l'office national et de ses services départementaux, la mise en œuvre d'un plan triennal dont les principes essentiels ont été précisés par l'article 55 de la loi de finances pour 1962, la levée de toutes les forclusions pour l'exercice des droits des déportés, internés et résistants ; le retour au 8 mai comme fête nationale, jour férié et chômé ; la reconnaissance de la qualité de combattant aux militaires ayant combattu en Algérie dans une zone opérationnelle.

Monsieur le ministre, vous avez récemment déclaré qu'il existe actuellement 1.400.000 anciens combattants de la guerre de 1914-1918. L'âge moyen de ces anciens combattants est de soixante-seize ans. Nombre d'entre eux et de veuves de guerre sont isolés.

Jamais il n'a été aussi nécessaire d'augmenter les crédits accordés à l'office national, afin de multiplier les maisons de repos et d'améliorer la situation des œuvres déjà existantes.

Pour notre part, mes amis et moi n'accepterons jamais de cautionner le premier pas vers la disparition de l'office et de ses services départementaux.

Avec les grandes associations nationales, nous réclamons le respect des lois et des droits acquis antérieurement à 1958, sans aucune discrimination de génération ou de catégorie.

Nous demandons au Gouvernement de prendre conscience de la dégradation des relations entre les pouvoirs publics et les anciens combattants et victimes de guerre, de ne pas prolonger un malaise et un mécontentement qui risquent de s'aggraver et de se traduire par des manifestations dont nul ne peut prévoir la portée. (*Applaudissements sur les bancs du rassemblement démocratique et du centre démocratique.*)

M. le président. La parole est à M. Christian Bonnet.

M. Christian Bonnet. Monsieur le ministre, vous avez évoqué cet après-midi la réduction des tâches de l'office national des anciens combattants et victimes de guerre.

Je voudrais vous rendre attentif à la discrimination qu'il importerait d'établir dans les décisions que vous serez conduit à prendre, tant en ce qui concerne le personnel qu'en ce qui concerne les crédits, entre certains départements où les tâches, loin de diminuer, n'ont fait que croître, et certains autres où, peut-être, elles se sont effectivement allégées.

Il ne faudrait pas oublier que les départements de l'Ouest ont fourni, lors des guerres de 1914-1918 et de 1939-1945, une contribution qui a été proportionnellement plus forte que celle de la plupart des autres régions.

Je voudrais également vous rendre attentif, en particulier, au fait que les départements du Morbihan et du Finistère, à eux seuls, comptent 15 p. 100 des pupilles de la nation qui sont suivis, conseillés et aidés par l'office national.

Et puisqu'il n'est de vérité que concrète, je voudrais insister sur quatre chiffres extraits du rapport publié chaque année sur le fonctionnement du service départemental de l'office des anciens combattants du Morbihan.

En 1964, déclare le rapport, le nombre de lettres envoyées par ce service — et c'est un bon baromètre que celui de la correspondance — a été de 44.300, contre 34.000 seulement en 1960. La progression a été la même pour les lettres reçues : 40.000 en 1964, contre 29.000 en 1960.

Monsieur le ministre, cela doit vous conduire à faire un nouvel effort en ce qui concerne les crédits sociaux dont vous avez dit aujourd'hui que vous aviez décidé d'ajouter 1.500.000 francs aux chiffres inscrits dans le projet de budget.

Le nombre de cas sociaux suivis par l'office national est encore très élevé. Dans certains départements qui ont particulièrement contribué à l'effort de guerre, en 1914-1918 et en 1939-1945, il l'est de plus en plus, comme en témoignent les chiffres que j'ai cités.

Je souhaite, monsieur le ministre, que vos services soient très attentifs à cette situation. (*Applaudissements sur divers bancs.*)

M. le président. La parole est à M. Rabourdin.

M. Guy Rabourdin. Monsieur le ministre, le congrès des anciens combattants s'est tenu il y a une dizaine de jours au chef-lieu du département que je représente.

De nombreuses et virulentes critiques ont visé, vous vous en doutez, votre budget. Je n'en retiendrai que deux, celles qui nous ont le plus frappés, mes collègues et moi-même.

Tous les orateurs vous ont prêté le dessein de supprimer les offices départementaux d'anciens combattants, prélude à la suppression de l'office national.

Sachant avec quel cœur et avec quel dévouement les membres des associations d'anciens combattants qui siègent au sein des offices départementaux gèrent les finances de ces offices, faisant très souvent à leurs frais de nombreux déplacements dans le département, afin d'effectuer des enquêtes approfondies sur les demandes de secours qui leur sont présentées, connaissant le zèle avec lequel ils s'occupent du placement, de l'instruction et de l'éducation des pupilles de la nation et l'intérêt qu'ils portent à la situation des veuves et des anciens combattants, je souhaite ardemment, monsieur le ministre, que vous me donniez les apaisements réclamés par leurs protégés.

Le second grief de tous les orateurs de ce congrès départemental vise la modicité de votre budget qui — ont-ils dit — ne présente qu'une majoration de 2,09 p. 100 sur celui de 1965.

Pour en juger objectivement, il faudrait connaître le taux de la diminution du nombre des pensionnés de toutes catégories : invalides, veuves de guerre, ascendants, orphelins, d'un exercice sur l'autre.

Chacun sait que le taux de mortalité des anciens combattants de la guerre de 1914-1918, dont les plus jeunes sont aujourd'hui âgés de soixante-dix ans, est très élevé, et que le nombre des pensionnés de toute nature s'amenuise de façon importante d'une année sur l'autre.

Aussi j'aimerais, monsieur le ministre, que vous me fassiez connaître le montant de votre budget relatif aux pensions, respectivement en 1964 et en 1965.

J'aimerais aussi que, pour permettre à chacun de nous de se faire une opinion, vous indiquiez, pour chacune des années 1958 et 1965, d'une part le montant des pensions de toute nature servies à toutes les catégories de ressortissants de votre ministère, d'autre part le nombre des pensionnés de toute nature, notamment des réformés, des veuves de guerre, des ascendants et des orphelins.

Ces chiffres permettront au Parlement, ainsi qu'au monde ancien combattant, de se faire une opinion exacte et je vous remercie d'avance, monsieur le ministre, des renseignements que vous nous donnerez. (*Applaudissements sur les bancs de l'U. N. R.-U. D. T.*)

M. le président. La suite du débat est renvoyée à la prochaine séance.

— 2 —

ORDRE DU JOUR

M. le président. Ce soir, à vingt et une heures trente, troisième séance publique :

Suite de la discussion de la deuxième partie du projet de loi de finances pour 1966 (n° 1577) ; (rapport n° 1588 de M. Louis Vallon, rapporteur général, au nom de la commission des finances, de l'économie générale et du plan) ;

Anciens combattants et victimes de guerre et articles 57 à 59 (*suite*) (annexe n° 6. — M. Fossé, rapporteur spécial ; avis n° 1631 de M. Béraud, au nom de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales) ;

Industrie (annexe n° 14. — M. Bailly, rapporteur spécial ; avis n° 1594 de M. Poncelet, au nom de la commission de la production et des échanges).

La séance est levée.

(*La séance est levée à dix-neuf heures vingt minutes.*)

*Le Chef du service de la sténographie
de l'Assemblée nationale,*

RENÉ MASSON.